

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 4 MAI
N°176 1,50F

Belgique 15 F
Commission paritaire n° 56 942

SONACOTRA

Après le 1^{er} mai
**Consolider et
étendre le
mouvement**

VOIR P.5

**D'Estaing reçoit
Houphouët Boigny**

A BAS LE NEO COLONIALISME !

«Il faut, a déclaré Giscard d'Estaing au Monde à l'occasion de la visite d'Houphouët Boigny, enlever du concept de coopération la notion d'impérialisme sous toutes ses formes». Malheureusement pour le propos du président de la république, coopération et impérialisme, depuis que les anciennes colonies africaines de la France ont accédé à une indépendance formelle au début des années 60, ont coïncidé «sous toutes leurs formes».

Certes, dans le monde d'aujourd'hui, la France ne tient pas la place qu'occupent l'URSS ou les Etats-Unis. Ce n'est pas elle qui, en Angola par exemple, malgré les basses manœuvres auxquelles elle s'est livrée, pouvait forcer la décision par une intervention militaire massive à l'échelle de celle dont sont capables les super-puissances.

Il reste que, affaiblie par les coups que lui ont portés les luttes de libération nationale, manœuvrant en recul face au mouvement des pays du Tiers Monde pour leur indépendance, notre bourgeoisie continue cependant, à la mesure de ses forces, à tenter de maintenir au maximum son domaine néo-colonial.

Ces «relations privilégiées» dont parle Giscard

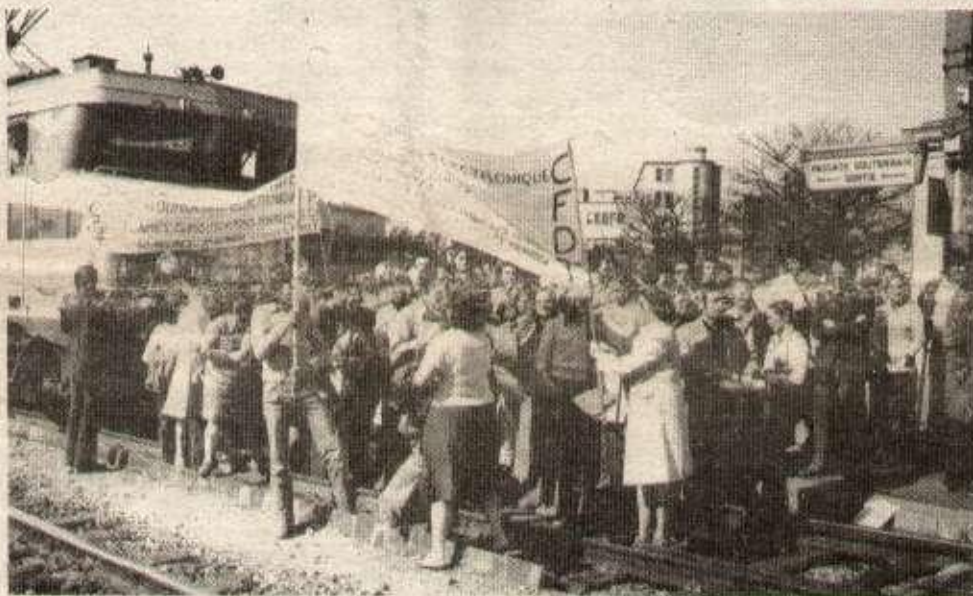
avec un certain nombre de pays africains se chiffrent en réalité en capitaux investis, en matières premières pillées, en nombre de soldats cantonnés dans des bases d'occupation, en travailleurs immigrés contraints à venir vendre dans la métropole néo-coloniale leur force de travail. Le caractère «exemplaire» de la Côte d'Ivoire tient essentiellement, par rapport aux autres pays africains, en cela que le «grand, le fidèle, le sûr, l'exceptionnel ami de la France», Houphouët Boigny, a réussi à assurer la stabilité de la domination française depuis que son pays s'est vu «octroyer» l'indépendance néo-coloniale.

Cette stabilité, cette constance dans le maintien des intérêts impérialistes dans leur propre pays, voilà en somme ce que Giscard souhaiterait voir chez tous les gouvernements africains, avec lesquels, souvent, les relations sont plus difficiles.

Mais, pour les paysans et les ouvriers ivoiriens, comme pour ceux de tous les pays africains où l'impérialisme français continue sa politique de main-mise, comme pour les travailleurs de France, la question qui est à l'ordre du jour, c'est celle de la liquidation de l'impérialisme français.

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE
**23 travailleurs menacés
de licenciement**

ENGAGER UNE RIPOSTE LARGE



Les travailleurs de B.E. bloquaient hier soir la chaussée devant leur usine. Plusieurs centaines d'ouvriers et ouvrières, de cheminots, d'employés du commerce et de militants du SGEN étaient rassemblés hier soir devant l'usine pour protester contre

le licenciement de Robert Vieillard et des 22 autres camarades.

Depuis le matin, une assemblée générale dans chaque poste et plusieurs discussions par groupes ont eu lieu, avec des débrayages semblables

dans leur déroulement à ceux de mercredi et jeudi dernier. A chaque fois, les travailleurs ont posé nettement la question de «comment riposter?».

Suite page 4

Châteauroux

Une ville rythmée par ses luttés

Alors que les travailleurs de la SNIAS à Déols-Châteauroux entament leur quatrième semaine de lutte (occupation de nuit, blocage de la production), c'est maintenant trois autres usines qui à leur tour sont rentrées dans la grève : trois usines de la zone industrielle, situées à quelques centaines de mètres les unes des autres le long de l'avenue de la Chiare à la sortie de Châteauroux.

A Sovirel, les travailleurs exigent 0,40 F de l'heure (300 F mensuel), l'augmentation de la prime pour enfants.

Chez Cerabati, les travailleurs réclament 2 000 F minimum, à Schlumberger, une augmentation globale de 230 F.

Ces luttes qui, toutes, portent sur les salaires et qui se déclenchent simultanément, sont significatives à plus d'un titre. Lutter pour les salaires dans l'Indre, cela signifie beaucoup de choses !

Suite page 5

Procès Goldman

Un pétard mouillé

La journée d'hier du procès Goldman, était consacrée à l'audition d'Albert Bender, truand qui avait, ces derniers jours, fait part au président du jury, de son intention d'être entendu, afin de révéler la véritable identité de l'assassin du boulevard Richard-Lenoir. En fait, cette audition a été décevante.

Suite page 3

- Où en est le mouvement viticole : les comités d'action viticole p.2
- LIP : C'est pas fini p.4
- Le 1^{er} mai : succès de la fête populaire de Lyon. Forte participation ouvrière p.10
- Etudiants : Après la coordination de Censier, un premier bilan s'impose. p.6

Une erreur s'est glissée dans cette rubrique hier. Il fallait lire : Fête de «Rebelles» : 6000 et non 7000 jeunes.

Djibouti : MANIFESTATION POUR L'INDÉPENDANCE

UN PATRIOTE ASSASSINÉ



**INTERVIEW
D'ABOU GEORGES**
Responsable des relations
extérieures de l'Union
Générale des Travailleurs
Palestiniens (section Liban)

voir p. 12

ENQUÊTE ET REPORTAGE

Après la fusillade de Montredon **OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ? (15)**

LES COMITÉS D'ACTION VITICOLES

Quand l'exploitation atteint le seuil de l'intolérable, les moyens de défense «traditionnels» sont remis en cause par les exploités. Ainsi, dans les années 62-63, des importations massives de vins algériens déséquilibrent totalement le marché et provoquent une réaction très forte des viticulteurs. Ceux-ci ne reconnaissent plus les organismes syndicaux (C.A.V.M.) ou professionnels comme des armes suffisamment adaptées pour leur riposte et pour leur lutte.

Cazes raconte : «En 1963, j'étais allé à une manifestation à Montpellier où il devait bien y avoir cent mille personnes... C'était en novembre... Tous dans notre groupe du Carcassonnais, nous nous étions aperçus ce jour-là qu'une grande manifestation de masse dans le calme ne sert à rien : les gens sont déçus, on les parque dans les cars, ils écoulent trois ou quatre personnes leur dire ce qu'ils savent déjà et puis ils rentrent... Nous discutons justement de cela dans le car du retour, quand une personne s'approche et me dit : «Je pourrais peut-être vous donner une information sur le vin d'Algérie qui passera près de chez vous...»

L'information est fournie et 300 viticulteurs venus de quatre villages (pratiquement tous les viticulteurs actifs des villages) accompagnés des maires du canton arrêtent

le train... Action de commandos qui fit dans le pays un bruit considérable. Action qui n'entraîne pas de sanctions parce que les maires et les organisations traditionnelles syndicales et professionnelles s'en déclarèrent solidaires.

Nous touchons là les principales caractéristiques des comités d'action viticole. D'abord ces comités mobilisent la masse des viticulteurs. Ensuite, si leurs actions ne s'inscrivent pas dans les pratiques habituelles du syndicat et des organisations professionnelles, elles sont cependant menées avec la «couverture» de celles-ci. Les comités d'action ne sont pas des mouvements anti-syndicaux, ils veulent être, comme dit Cazes, le «bras armé», c'est-à-dire l'instrument sans statut officiel, apparemment informel apte à mener toutes sortes d'actions directes.

Affrontements violents avec les CRS

En 1967, nouveau seuil critique. Même scénario, le flot de vins venus d'Algérie fait chuter les cours. Le Languedoc-Roussillon est au bord de l'émeute. Le 15 mars, manifestation de masse à Carcassonne. Castera, le leader, le tribun à beau s'évertuer, les 20 000 vignerons présents ne sont pas pris par la magie de sa parole. Ils écoutent mais n'applaudissent pas. Ils ne veulent pas des discours. Ils sont venus pour autre chose ! Quoi ? Les CRS, mercenaires du pouvoir qui les exploitent sont là. Ils vont affronter les CRS. Cinquante-trois d'entre eux iront à l'hôpital. «Je me souviens que le soir, les employés de la voierie chargeaient les débris des grenades lacrymogènes dans des camions avec des fourches à gravier...» Depuis ce jour,

les affrontements avec les CRS iront en se durcissant. Le point culminant sera atteint le 7 mars 1971 à Lézignan.

Ce soir-là, les viticulteurs sont 1 500. Pas de meeting, pas de discours. Ils barrent la voie ferrée, font brûler des pneus, font sauter des boîtes électriques à la dynamite. Les CRS sont là. Les viticulteurs se laissent encercler. Une bataille dure toute la nuit. Un officier de CRS est tué d'une décharge de chevrotines.

Mais ce sommet de la violence débouchera sur un échec. Aujourd'hui les viticulteurs, sans fuir l'affrontement avec les CRS ont appris que se battre, même très durement avec eux n'est pas un objectif en soi. Ils estiment que pour être efficace, la violence doit être l'élément d'une stratégie.

Se garder de la récupération par la «politique» bourgeoise

Avant d'en arriver à ce seuil de 1971, le mouvement viticole avait connu une crise qui l'avait pratiquement démantelé. Castera, le leader des années 1967, l'homme qui s'était

imposé par sa parole et par sa combativité, (bien avant que ne débutent les grandes manifestations, il partait avec sa femme et ses deux filles, à bicyclette pour scier les poteaux

télégraphiques la nuit), Castera, le chef suivi, aimé, écouté, se présente aux élections législatives de 1968 comme candidat de la majorité ! Narbonne, la ville, vote pour lui, les vignerons le renient. Dans son village même, il est battu. Pourquoi ? Parce que dans la région, il est très difficile de battre un socialiste, mais surtout parce que les viticulteurs jugent que le détournement, la récupération électoraliste de leur colère et de leur lutte est une trahison. Certes ils votent, ils votent à gauche... mais profondément, quand il s'agit des questions vitales pour eux, ce sont d'autres chemins que les élections qu'ils prennent. Au-delà même de l'épisode de Castera, comment comprendre sans cela, la facilité avec laquelle a été



appliqué le mot d'ordre de boycott électoral d'avril 1972 (80 % d'abstentions dans le midi viticole au référendum sur l'Europe). Dans un village, les viticulteurs ont amené des ânes aux bureaux de vote...

Les comités doivent rester des comités d'action

Cette même année 72, une nouvelle tentative de récupération est menée. Ce coup-ci, elle s'accompagne d'une série de manœuvres qui seront en partie efficaces. Manœuvre démagogique d'abord : l'année est mauvaise au point de vue ensoleillement. La récolte est faible. Alors le champion de la majorité prêche : *«Il faut sucrer notre vin»*. Une quasi impunité est promise (le sucrage en Languedoc-Roussillon est interdit). Comment les viticulteurs n'écouteront-ils pas de telles propositions si avantageuses pour eux ! Certains suivent.

Autre manœuvre : des attaques en règle contre les représentants professionnels. La critique tape juste. Ceux-ci sont coupés de la base, contestés par la grande masse des viticulteurs. Les représentants de la majorité dénoncent des dirigeants que jusque-là les comités d'action et le mouvement viticole en général s'étaient abstenus de critiquer pour ne pas «introduire un ferment de division». Un syndicat nou-

veau naît, le syndicat «uniqué» opposé au syndicat traditionnel. Leurs querelles mobilisent des énergies ! Il faudra plus de trois ans pour que les uns et les autres comprennent qu'ils ont été abusés, mais les comités d'action n'interviendront jamais, en tant que tels, dans les rivalités syndicales.

Les comités d'action refusent de se mêler directement des problèmes «syndicaux». Lors de leur naissance, deux voies se sont présentées. L'une, celle de l'Aude, préconisait le renforcement des comités, leur insertion la plus profonde possible dans les cantons et les villages : la création d'un outil spécifique de lutte, d'un outil de masse. L'autre, celle de l'Hérault, a tenté et réussi l'investissement et la conquête du syndicat, mais à l'épreuve de la lutte, c'est la voie audoise qui s'est imposée. D'où la non ingérence dans les querelles syndicales et aussi le fait que les gens des deux syndicats se retrouvaient ensemble sur le terrain des actions menées par les comités.

Sur l'utilisation de la violence

L'échec de la flambée de violence de 1971 a amené les comités d'action à planifier l'escalade de la violence. Cazes explique : «Le problème posé par 1971, c'est le problème nouveau d'une lutte de longue haleine, c'est le problème de la maîtrise du temps de l'escalade de telle sorte que l'on maintienne la mobilisation, la pression sans se retrouver à chaque instant au bord du gouffre». C'est dans ce cadre qu'il faut compren-

dre la série de commandos contre le négoce amorcée justement fin 1971. Dans cette série de pages sur le mouvement viticole, nous avons longuement parlé de la lutte des vignerons contre le négoce. Il suffit de souligner ici que ces «cassages» de cuves et ces destructions de vins importés s'inscrivent dans une progression prévue à l'avance de l'importance et de l'impact de ces opérations. Le commando contre les établissements

Ramel a été un «sommet». La conscience était nette d'une progression qui déboucherait fatalement dans un affrontement comme celui de Montre-

don si le pouvoir ne cédait pas. Il n'a pas cédé, au contraire, il a provoqué l'explosion. De cela aussi, les comités sont en train de tirer la leçon.

Quelles alliances ?

Dans le même temps où les comités d'action entraînent dans cette lutte de longue haleine, à violence anti-négoce contrôlée, s'imposait à eux la nécessité de rencontrer, de s'allier avec d'autres forces sociales contre le régime.

Le 16 février 1972, le comité régional d'action viticole lance un communiqué : «... Le CRAV demeure plus que jamais l'expression vivante de la défense du midi, de ses hommes, de son économie. A son appel, se regrouperont tous les groupes socio-professionnels victimes d'un pouvoir qui enrichit les riches et appauvrit les pauvres. Demain, c'est le midi tout entier qui se soulèvera pour défendre son droit à la vie».

Les petits commerçants et les artisans sont venus spontanément se joindre aux viticulteurs. Beaucoup possèdent eux-mêmes des petits lopins de vignes ; ceux qui sont dans les bourgs et les villages participent directement à la vie viticole. Ils sont déjà tout près des comités d'action.

Mais, entre ouvriers et viticulteurs, le fossé reste très important. Pour les ouvriers, le mouvement viticole est d'abord un mouvement de patrons, de privilégiés qui défendent leurs privilèges. Alors que chez les viticulteurs comme souvent, dans la paysannerie, on pense que l'ouvrier «n'a pas de problèmes avec son salaire régulier», etc...

Ceci n'empêche pas que certains contacts soient établis dans des luttes. Comme à l'usine de Chabre où au cours d'une grève menée voici quatre ans, une trentaine de viticulteurs ont apporté leur soutien aux travailleurs en lutte.

On ne parlera pas

d'eux... Mais, un mouvement est amorcé qui se poursuivra patiemment, sans éclats, difficilement.

Des contacts sont pris entre les comités d'action et les syndicats CGT, CFDT, FEN. L'attitude des dirigeants confédéraux de ces syndicats va évoluer. A propos des premières rencontres, les viticulteurs disent : «Nous n'étions d'accord sur rien. Les syndicats ouvriers condamnaient les actions des viticulteurs en des termes qui ressemblaient à ceux du préfet».

Après cette condamnation de la lutte des viticulteurs, condamnation distincte de la méfiance ressentie parmi les ouvriers à l'égard d'un mouvement considéré comme étant animé par des privilégiés, les directions syndicales tentent de s'emparer de la question viticole pour essayer de faire du mouvement des viticulteurs une masse de manœuvre servant les projets réformistes des partis de gauche. On voit ainsi les dirigeants syndicaux mettre en avant la question viticole avec une fébrilité, une sorte d'impatience qui surprend à la fois ouvriers et viticulteurs, qui se posent la question de la signification réelle d'un tel empressement. Les contacts entre dirigeants viticoles et dirigeants des syndicats ouvriers aboutissant à des journées qui voient, sans autre perspective, le défilé interminable des discours des dirigeants CGT, CFDT, FEN pour évoquer ce que les viticulteurs «connaissent déjà par cœur», sur leur situation, comme ils le disent eux-mêmes : ceci n'est sûrement pas la voie qui conduit au développement de l'alliance avec la classe ouvrière sur des bases révolutionnaires ; cette alliance que les dirigeants des confédérations rejettent dans les faits.

POLITIQUE

Législatives partielles de dimanche

LE GRAND CIRQUE DE TOURS

Deux ans après sa candidature aux présidentielles, Jean Royer, maire de Tours depuis 17 ans, cherchera à retrouver dimanche prochain son mandat de député. Cette élection partielle est provoquée par la démission de son suppléant Jean Chassagne devenu député lorsque Royer fit son entrée dans le gouvernement Messmer. Cette fois-ci, il paraît acquis que Royer ne pourra être réélu dès le premier tour comme lors de la dernière élection en 1973 où il l'emporta avec 51,2 % des voix, d'autant que 8 candidats sont en liste.

La personnalité de Jean Royer est assez particulière. On se souvient de ses prises de position contre la pornographie, du retrait de tableaux jugés « osés » d'une exposition à Tours, de ses discours interminables sur les « vraies valeurs », Travail, Famille, Patrie, comme disaient les pétainistes d'hier. Il fait interdire dans sa bonne ville de Tours « Le Cuirassé Potemkine » au même titre que les films pornos. Dépravation, marxisme, ce sont ses ennemis préférés et pour jeter la confusion, il fait l'amalgame entre les deux ! Candidat des « petits boutiquiers » en 74, il s'appuie sur l'audience acquise auprès de centaines de petits commerçants grâce à différentes réformes. C'est lui qui leur permit d'embaucher des enfants comme apprentis avant la fin de la période de scolarité obligatoire. Ce Don Quichotte du petit commerce réactionnaire se prétend « être au-dessus des rivalités politiques ». Pour masquer « les divisions », un grand moyen : le discours sur l'or-

dre moral. Le centre des préoccupations de ce petit instituteur de campagne fait maire, c'est la famille : « la plus noble mission sur cette terre est l'enfantement ! » Il se bat contre la pilule, il veut revenir aux vraies valeurs, lutter contre le communisme et la perversion, et se défend d'être fasciste. Isnorn, le Colonel Rémy lui accordent pourtant leur soutien en 74.

UN TEST NATIONAL POUR LES PARTIS BOURGEOIS

L'élection partielle de Tours aura valeur de test national pour les partis bourgeois de droite ou de gauche. Malgré « l'antigiscardisme militant » dont s'est toujours réclamé Royer, les Républicains Indépendants et l'UDR lui apportent leur soutien. Les radicaux de droite ont tenu pour leur part à présenter un candidat, Alain Herault, un avocat de 35 ans, qui dénonce « le despotisme conservateur » du maire de Tours.

Pour la majorité, face à la poussée socialiste, le soutien à Royer semble être la seule solution. Le parti radical

semble avoir préféré compter ses voix, escomptant améliorer son score de 73 (9 %).

Du côté de la gauche, les rivalités sont profondes. Juguin est sur place pour animer la campagne de Vincent Labeyrie, professeur d'écologie qui a abandonné la faucille et le marteau pour le point vert sur ses affiches. Roland Leroy, Georges Marchais, donnent chacun leur coup de main. Le candidat socialiste Paul Lussault a toutes les chances de battre les « communistes » et de représenter ainsi seul la « gauche » au deuxième tour. Mais la concurrence est sévère. En 1973, il devançait le candidat PCF de seulement 700 voix. Aussi Pierre Mauroy, Michel Rocard et François Mitterrand font le voyage de Tours. Le PS espère ainsi conserver et renforcer son image de premier parti de l'opposition avant les municipales à venir.

Comme on le voit, la législative de Tours dépasse l'enjeu d'un simple poste de député. Derrière la silhouette de guignol fascinant de Royer se profile l'ombre des affrontements des maquignons électoraux des partis bourgeois. En ce sens cette élection sera intéressante car significative des modifications des rapports de forces électoraux à l'intérieur de la bourgeoisie en crise.

Pierre PUJOL



en bref...

PLUS-VALUES : PROJET MODIFIÉ

Fourcade a annoncé que le projet de loi sera modifié sur trois points : résidences secondaires, durée et actions. Jean Lecanuet se déclare pour le projet parce qu'il n'évitera la révolution que par la réforme, comme il l'a déclaré aux Jeunes Démocrates Sociaux, dimanche à Paris.

FACULTÉ DE LETTRES DE BRON

La grève a été votée hier matin à la quasi unanimité. L'UNEF a été prise à partie et n'a pu que suivre, c'est-à-dire voter aussi la grève. Mais il est apparu clairement aux étudiants qu'ils sont contre la lutte.

ROLAND AGRET

L'état de Roland Agret s'améliore lentement. Il reçoit deux perfusions par jour et accepte de boire. Trois médecins l'ont examiné. Dominique Calzi, auteur de « B... comme Barbouzes » s'est déclaré persuadé de l'innocence d'Agret.

Plan de restructuration de la sidérurgie

Les patrons de la sidérurgie parlent aujourd'hui de reprise, les perspectives seraient plutôt bonnes à les en croire. Il y a quelques mois, les mêmes se plaignaient de traverser une crise particulièrement aiguë, et cela après une période faste pendant laquelle tous les records de production avaient été battus. Que valent dans ces conditions les prévisions des experts du VII^e plan sur la sidérurgie pour 1980, quand les prévisions passées se sont régulièrement avérées fausses ?

L'objectif fixé à la sidérurgie est de produire 34 millions de tonnes d'acier en 1980, cette année la production sera aux environs de 25 millions de tonnes, elle avait été de 27 millions de tonnes en 74. Par rapport à 74, c'est donc une augmentation de 26 % qui est prévue. Pour produire ce supplément, le Plan compte sur une augmentation de la productivité, les effectifs : 156 000 devant rester stables. Cette stabilité ne signifie pas toutefois qu'il n'y aura pas de licenciements, au contraire, mais ces licenciements seront compensés par une embauche équivalente. C'est donc la charge de travail des ouvriers qui va s'accroître, c'est eux qui porteront tout le poids de l'augmentation de la production d'acier.

Pour atteindre ces objectifs, l'industrie sidérurgique devra donc imposer

aux travailleurs une intensification du travail que les travailleurs ont déjà expérimentée au cours de la dernière période de chômage partiel.

Elle devra également poursuivre sa restructuration, mais les experts n'ont pas indiqué précisément comment. Ils ne se sont pas prononcés sur l'avenir de la Solmer à Fos, notamment en ce qui concerne la deuxième tranche des travaux qui était prévue avant la crise. Cette incertitude par rapport à Fos est la conséquence du sur-équipement actuel de la sidérurgie pour produire des tôles minces, les demi-produits... L'industrie sidérurgique est trop orientée vers la production de tôles minces et insuffisamment vers les tôles fortes. Cette structure des capacités de production de la sidérurgie correspondait à un modèle de croissance fondé sur

l'extension d'un certain type de consommation intérieure : automobiles, électro-ménager... Actuellement, l'impérialisme français tente de résoudre ses difficultés en développant l'exportation de biens d'équipement aux pays du Tiers Monde. Mais cela nécessite d'accroître les capacités de production de tôles fortes. Il est donc prévu de doubler les équipements de production de la tôlerie forte à Usinor Dunkerque.

La réalisation des objectifs du VII^e Plan nécessite un développement des exportations et une diminution des importations, et donc une plus grande compétitivité qui se traduira pour les travailleurs par une exploitation plus féroce. Les accidents du travail, particulièrement nombreux à Usinor, ont été le prix payé par les ouvriers pour assurer la compétitivité et les profits des patrons de la sidérurgie. Cela le rapport du VII^e Plan n'en parle pas, la vie des travailleurs ne rentre pas dans les considérations des experts économiques bourgeois.

Serge LIVET

Procès Goldman

UN PÉTARD MOUILLÉ

suite de la une

Selon Bender, le véritable assassin était Bernard Martin, truand décrit comme blond, mais se teignant, le visage grêlé et le teint hâlé, pour avoir longtemps séjourné dans les pays d'Amérique Latine. Bender a admis que « Bernard Martin ne ressemble absolument pas à Goldman ». Mais il affirme que c'est Bernard Martin, lui-même qui lui aurait avoué être l'auteur du crime pour lequel Goldman a été condamné ; et que cette « confession » aurait eu lieu en 1973.

Bender a précisé, sans toutefois révéler son identité, que l'indicateur qui a « donné » Goldman serait un ancien para, impliqué « dans des affaires politiques en 1968 ».

La déposition de Bender a, en fait, fait l'effet d'un pétard mouillé. Si un témoin du crime du Boulevard Richard-Lenoir a bien indiqué que le meurtrier avait la peau « grêlée », le portrait de Bernard Martin ne semble pas correspondre à celui du criminel, brossé par les témoins. Mais surtout deux questions restent posées. La première est celle de savoir pourquoi Bender a attendu si longtemps pour parler. A cette question, il n'y eut aucune réponse satisfaisante.

La seconde est celle de savoir ce qu'est devenu Bernard Martin.

En effet, l'après-midi d'hier a été consacrée à l'audition du chef-flic Jobard, qui connaît bien « ses » truands et qui, interrogé sur Bernard Martin, a déclaré que ce dernier était déjà mort en 1973. Bernard Martin et Bender avaient tous deux participé en février 1962, à un règlement de compte meurtrier entre proxénètes, rue du Château d'Eau, à Paris. Bender avait été pris, mais Bernard Martin échappait aux recherches de la police, qui, désespérant de le retrouver, insinuaient le procès de Bender en 1969 seulement. Bender était condamné à dix ans de réclusion criminelle et Bernard Martin condamné à mort par contumace.

Mais, le commissaire

Camille NOËL

CLAUDIUS PETIT EXPOSE

Claudius Petit, président de la Sonacotra et artiste à ses heures, présidait hier à la FNAC Etoile à Paris un cocktail-vernissage de ses photos sur les réalisations de l'architecte Le Corbusier.

La distribution d'un tract dénonçant les conditions de logement des travailleurs immigrés dans les foyers Sonacotra et la répression qui s'est abattue sur eux, par des travailleurs de l'architecture, a quelque peu perturbé cette réunion mondaine.

Claudius Petit a éludé les questions posées en disant qu'il n'était pas responsable de l'architecture des foyers Sonacotra. Il se contente d'encadrer les loyers et de faire régner l'ordre patronal. A la FNAC aussi l'ordre a été rapidement rétabli par les gros bras de la maison qui ont expulsé manu militari les architectes perturbateurs.

LUTTES OUVRIERES

Bourgogne-Electronique (Dijon)

LES 23 DOIVENT RESTER PARMIS NOUS!

suite de la une

fallu lutter contre certaines idées défaitistes : « Les gens n'oseront pas sortir », ou bien « si on ne peut pas réoccuper, faire un gros coup tout de suite, ça va être foutu... ». Ces points de vue ont été combattus par l'idée d'une lutte prolongée : « Le rapport de force ? On va le reconstruire, en plantant une épine dans le pied de la direction, par notre mobilisation permanente contre la répression. Ça va être une lutte incessante jusqu'à la réintégration ». Dans la tête de nombreux travailleurs, après cela, les choses ont commencé à se clarifier. « Les camarades font toujours partie de l'usine ; ils doivent rester dans l'usine ». Les discussions roulaient sur « comment assurer la présence permanente des licenciés ? », « Préserver la continuité du travail syndical et la mobilisation, en commun entre les licenciés et de nouveaux militants dégagés dans la grève », « Refuser d'accepter la procédure de licenciement, la contester juridiquement et politiquement, sur tous les terrains ? » Et surtout, on a examiné la place de la lutte contre les licenciements à B.E. Ce qui compte d'abord, c'est vrai, c'est la mobilisation dans l'usine ! Mais, pour un rapport de forces, il faut un large soutien et la constitution d'un front sur Dijon avec les cheminots Hoover, la Sonacotra...

« Faire de la bataille pour B.E. une bataille de tous les travailleurs » : cette proposition de constitution d'un comité de soutien portant la lutte au plan d'ensemble contre la « société répressive avancée » a eu un large écho. C'est sûr, il s'agit aussi de permettre de nouvelles victoires revendicatives ! C'est ce que plusieurs militants déclaraient au meeting devant l'usine, hier de 17 à 18 heures. Plusieurs centaines de travailleurs répliquaient ainsi à la remise des lettres de licenciement à plusieurs

parmi les 23, et à l'annonce de mises à pied pour les 7 délégués du personnel et délégués syndicaux. « Jusqu'à décision définitive de l'inspecteur du travail ». Mais, tandis que des délégués CFDT insistaient sur la nécessité de « se considérer toujours en lutte jusqu'à l'annulation des licenciements, la réintégration de tous les camarades », un permanent CGT se faisait copieusement contesté en annonçant qu'on ne remettrait pas le soutien entre les mains de n'importe qui, qu'il resterait dans le cadre des structures syndicales et d'un rassemblement des forces démocratiques de la gauche ». Il se gardait bien par ailleurs de répondre sur les votes CGT au Comité d'Entreprise et esquivaient le problème en accusant la direction d'avoir arrangé le vote ! Aussitôt, des groupes se formaient, opposant cette attitude à la nécessité du rapport de forces, rappelant qu'on attendait toujours des comptes sur le licenciement de Vieillard et sur l'attitude de certains délégués CGT. De fait, on voyait bien, après ce rassemblement qui mis longtemps à se disperser, que la lutte pour les 23 ne fait que s'engager. La détermination des travailleurs s'était marquée par plusieurs slogans contre la direction, le responsable du personnel, et contre la Thomson. De nombreuses



ouvrières disaient : « Demain, il faudra que les camarades reviennent ». Et c'est toute une bataille qui

va commencer, pour laquelle l'exemple de Thomson-Levallois, où les travailleurs ont imposé la

présence dans l'usine d'un délégué sanctionné, commence à faire réfléchir les travailleurs de B.E.

La mobilisation dans les ateliers va revêtir une très grande importance : « On ne sera jamais assez nombreux en assemblée générale, il faudra chaque fois davantage rallier des camarades ! Ce qu'il y a d'important, c'est qu'aujourd'hui il y avait avec nous, des non-grévistes qui ont exprimé leur soutien, qui sont écartés par les manœuvres de la B.E. »

C'est un encouragement pour cette lutte prolongée que les travailleurs de B.E. sont décidés à mener.

Stéphane RAYNAL

IMPORTANTE HAUSSE DES PRIX EN MARS

D'après l'INSEE, l'indice des prix de détail a augmenté de 1 % en mars par rapport à février. Cette augmentation qui dépasse celle de février (0,7 %) est due à la très forte hausse des prix du gaz (+ 7 %) et de l'électricité (+ 15 %) d'une part. D'autre part, la hausse des produits alimentaires se poursuit rapidement (1 % par mois). La viande et les légumes particulièrement.

LIQUIDATION DES BIENS PRONONCÉE PAR LE TRIBUNAL DE COMMERCE

LIP C'EST PAS FINI

Le tribunal de commerce de Paris a rendu sa décision. A Lip, nous l'avons appris par les postes de radio mais cela ne nous a pas surpris. Avant même de savoir la décision du tribunal, à l'AG de ce matin, nous avions décidé de manifester ce mardi dans les rues de Besançon. Cet après-midi, des équipes passaient en ville dans les quartiers populaires pour distribuer des tracts et coller des affiches invitant les travailleurs aux journées « portes ouvertes » les 8 et 9 mai. Nous savons tous que la lutte sera longue. Vendredi dernier lorsque nous avons demandé à Minjoz (le maire socialiste) s'il nous prêterait une salle municipale au cas où nous serions expulsés, il nous a

simplement répondu que ce n'était pas possible, son conseiller économique lui nous a dit. Lip ce n'est pas très grave, ce qui nous inquiète le plus, c'est Rhodia. Quant à Minjoz, il a ajouté pour Lip qu'il y aura certainement une solution, une partie du personnel sera réembauchée, comme tous les patrons ce n'est pas les licenciements qui les inquiètent, c'est les réactions des travailleurs face aux licenciements.

Portes ouvertes les 8 et 9 mai ; pour les Lip, c'est la même situation qu'il y a trois ans. Mais aujourd'hui, nous sommes instruits par notre expérience, nous savons bien que la bourgeoisie veut faire une opération politique en nous frappant. A travers nous, ce sont tous les travailleurs en lutte qui sont visés. Dans Ouest licenciements, journal édité par les travailleurs de Caron-Ozanne, nous prenons tous la parole, les travailleurs de la CIP, de Caron-Ozanne, les « réos », les viticulteurs du MIVOC, les Griffet. Ce sont tous ces travailleurs qui sont attendus à Lip, le week-end prochain, il y aura peut-être 3 000 personnes.

« Alors Lip, c'est fini », c'est ce qu'ont déclaré toutes les radios et télévision ce lundi midi. Quel culot, c'est faire peu de cas de notre point de vue et nous sommes tous bien décidés à leur montrer qui décide ?

Deux syndicalistes de Paris-Rhône qui avaient été licenciés suite à la grève, puis réintégrés par l'inspection du travail et réélus par leurs camarades aux dernières élections syndicales à une écrasante majorité, ont reçu, samedi matin, une lettre de licenciement. C'est Durafour, ministre du travail, qui a cassé la décision de l'inspection du travail, et qui a décidé leur licenciement. Le motif de ces licenciements, c'est « les violences au piquet de grève » au cours de la dernière grève.

La loi sur les accidents du travail

DE LA POUDRE AUX YEUX

L'actualité est tragiquement ponctuée toutes les semaines par l'annonce d'accidents du travail qui coûtent la vie à plusieurs ouvriers et en mutilent de nombreux autres pour la vie.

Clérieux, Orogil-Le Havre, Gennevilliers, Antar Donges, la Samaritaine, Sacilor Rombas, SMN Caen, Usinor, Liévin, Merlebach... Le nom de la plupart des usines capitalistes est associé à celui d'assassinats du capital.

L'autre face de cette actualité, c'est toute la propagande autour des différentes mesures de la bourgeoisie contre « l'insécurité » au travail. Un des derniers conseils des ministres a entériné le projet de loi concernant la « prévention » des accidents du travail. Ce projet qui sera soumis à l'Assemblée Nationale a donné lieu à un tapage démagogique de la bourgeoisie.

Il vise à faire de la sécurité une affaire d'éducation individuelle de ceux qui seraient responsables des accidents, c'est-à-dire les travailleurs eux-mêmes ! Quelques cours sur le sujet seront donnés dès le primaire, dans les CET, dans les écoles

d'ingénieurs. Le médecin du travail sera toujours payé par le patron, c'est-à-dire placé en réalité sous l'autorité de celui-ci. L'effort demandé aux entreprises sera proportionnel au nombre d'accidents.

LES VÉRITABLES BUTS DE CETTE RÉFORME

Depuis un an la colère, l'exaspération des travailleurs ont grandi contre tous les crimes du capital. Le Tribunal Populaire de Liévin, l'organisation d'une Commission Populaire d'Enquête ont ouvert la voie de la riposte ouvrière. Les ouvriers du chantier de l'hôpital de Bordeaux ont fait

une longue grève suite à la mort de leurs camarades pour obtenir des mesures de sécurité. Les ouvrières de Clérieux n'ont pas repris le travail depuis l'explosion qui a tué six de leurs camarades. Les travailleurs de la Samaritaine ont monté une Commission d'Enquête après la

mort de trois ouvriers d'une entreprise extérieure. Les mineurs de Liévin, de Merlebach ont fait grève pour protester contre l'assassinat de leurs camarades. Partout l'heure est à la riposte ! Les juges de plusieurs villes, sous la pression des masses populaires, ont poussé des affaires jusqu'à l'incarcération des patrons. De cette colère, de ces ripostes, la bourgeoisie a peur, car elles remettent en cause l'existence même d'une organisation du travail, d'une technologie fondées sur le profit. De ce point de vue, le projet actuel n'est qu'une tentative pour désamorcer la colère des travailleurs. Les quelques leçons de sécurité, les menaces de licenciements ne sont qu'une provocation de plus visant à faire passer les ouvriers pour responsables.

DES ÉCONOMIES À TOUT PRIX

Par contre, il est important pour les patrons de réaliser des économies : 153 millions de journées de travail sont chômées pour cause d'accident et d'incapacité. C'est

une dépense jugée lourde par le CNPF qui déplore tout cet argent perdu. Perdu pour qui ?

Le coût général des accidents de travail a été de 10,5 milliards de francs en 1974. Réinvestir les économies faites dans ce secteur improductif pour la restructuration, la relance des investissements dans d'autres branches voilà qui fait rêver le patronat !

Mais cette bourgeoisie aux abois devant la montée de la lutte, est bien incapable d'appliquer ses propres réformes. Les patrons du CNPF en veulent bien mais ne veulent ni payer, ni être condamnés. La relance de l'économie c'est celle des cadences et des accidents du travail. La multiplication actuelle risque de n'être malheureusement que le début d'une longue série. Tant que dureront les cadences infernales, la course au profit, l'insécurité et les accidents se développeront. C'est avec le capitalisme, ce système meurtrier, qu'il faut en finir !

Pierre PUJOL

LUTTES OUVRIERES

CHATEAUXROUX : SNIAS, SOVIREL, CERABATI, COMPTEURS SCHLUMBERGER, EN LUTTE !

suite de la une

Au-delà de l'aspect revendicatif, ces luttes remettent directement en cause la politique du patronat, en Indre, depuis plusieurs années.

Ces luttes marquent une avancée certaine des travailleurs, car pour engager ces luttes, il leur a fallu vaincre les arguments que le patronat met en avant ici, depuis longue date pour juguler la révolte.

Ainsi, les travailleurs de Sovirel nous le diront : «L'argument employé par les patrons ici, à Sovirel, mais aussi ailleurs, c'est, si vous revendiquez, attention ! Regardez, j'ai une pile de dossiers énorme de chômeurs, qui auront vite fait de vous remplacer».

L'autre argument, de taille il faut bien le dire, employé par le patronat quotidiennement, ici est le suivant : «Les patrons pour nous faire tenir tranquille à Châteauroux, disent souvent : la boîte va

fermer, je ne vous donne plus de travail si vous luttez».

«Quand tu sais que beaucoup habitent ici, y ont leur famille, un tel argument a pu avoir du poids. Mais il marche de moins en moins».

UNE RÉPRESSION TOUT AZIMUT

Ces arguments dressés quotidiennement contre la révolte des travailleurs sont progressivement mis en échec. Alors le patronat, ici déploie son appareil répressif : après les 32 syndicalistes de la SNIAS déferés devant les tribunaux, c'est au tour de ceux de Cerabati de comparaître devant les juges ; le tribunal a interdit aux travailleurs de maintenir leur piquet de grève ; c'est la mise à pied d'un délégué à Sovirel.

La politique répressive du patronat à Châteauroux prend des formes

plus nouvelles, mais elle n'est pas nouvelle.

Chez Sovirel : «Ici la

tu dépasses tes 15 heures de délégation, tu reçois des lettres d'avertisse-

casier judiciaire comme en prison, avec ta photo ; ils veulent casser la section

mettre en cause, un à un nos droits syndicaux, c'est à terme ne plus pouvoir mener la lutte !

L'exemple de Cerabati le prouve ; les faux communistes du P.C.F. tentent dans la section CGT d'imposer leurs idées de capitulation. Ils ont accepté de se plier aux décisions du tribunal : avoir accepté de faire disparaître le piquet de grève, avoir accepté en conséquence, de laisser «ceux qui veulent travailler», conduit en fin de compte à l'effritement de la lutte, à ne pas se donner les moyens de gagner.

«IL FAUT UN MAI 68 PLUS RÉFLÉCHI»

Lutter contre la répression est indispensable, sans quoi il n'y aura pas de victoire ; riposter pied à pied, voilà ce qu'il faut faire !

Mais ici, à Châteauroux, la préoccupation de nombreux travailleurs est aussi la coordination de leur lutte, que ce soit à Schlumberger ou à Sovirel (5 verreries sont actuellement en lutte).

«La répression est pire qu'en 1968 car avant cette date, il faut voir qu'il y avait beaucoup moins de luttes. La reconnaissance des sections syndicales dans les entreprises a été un facteur de développement des luttes». «Il y a eu un mai 68, il faut un mai 76, mais un mai 68 plus réfléchi, plus important sur le plan politique».

Mais la question de l'issue d'un tel mouvement commence ici à être débattue ; ainsi, un ouvrier nous dira : «Il faut que ce soit l'affaire des travailleurs ; il ne faut pas compter sur la gauche, car qu'est-ce qu'ils ont fait quand les syndicalistes CFDT ont été réprimés ? Il faudra empêcher que ce mouvement soit récupéré par la gauche».

Richard FEUILLET



remise en cause du droit syndical est permanente. Si pour défendre les gars,

ment, tu es pointé en absences illégales. Ici, de plus, on est fiché. Tu as un

CFDT, car elle est combative et cela les gêne !»

Briser les luttes dans l'œuf, supprimer progressivement les moyens que se sont donnés les travailleurs, voilà ce que vise le patronat ici. La question de la riposte à adopter est donc d'importance. Deux voies s'affrontent : celle qui face à la répression est à l'offensive, et l'autre qui laisse les travailleurs désarmés.

QUELLE LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION ?

A Sovirel, les luttes pour les revendications et contre la répression sont menées de pair : «A Sovirel encore, il y a une tradition de lutte pour l'extension des droits syndicaux. Ici, les délégués suppléants ont le même nombre d'heures de délégation que les titulaires». «15 heures de délégation, ça ne suffit pas ! Ça, c'est la loi des patrons. Mais si on veut mener la lutte, il faut étendre ces droits !»

C'est cette voie offensive qu'il faut suivre ! Laisser la bourgeoisie re-

SONACOTRA : APRÈS LE 1^{er} MAI, CONSOLIDER ET ÉTENDRE LA LUTTE

Les travailleurs immigrés en lutte contre la Sonacotra ont participé nombreux à la manifestation du premier mai. Le Comité de Coordination avait pris la décision d'appeler à cette action dans la même perspective que pour la puissante démonstration du samedi 24 avril : riposter aux mesures répressives de la bourgeoisie et affirmer la représentativité du Comité de Coordination.

Comme l'affirmaient les mots d'ordre du 24 avril, repris par des milliers de manifestants, la grève continue dans les foyers. Des initiatives ont été prises sur le terrain juridique, pour que là aussi, la Sonacotra ne puisse prendre l'initiative.

«Notre participation à la manifestation syndicale du premier mai a été un vrai succès. Les objectifs que nous nous étions fixés ont été pleinement atteints. A l'appel du Comité de Coordination, plusieurs milliers de travailleurs se sont rassemblés dès 14 heures, place de la Bastille. C'était un cortège très offensif. De plus, nous avons défilé de manière autonome, avec nos propres banderoles et mots d'ordre. C'était très net». Le délégué qui parle insiste sur le soutien qui s'est manifesté tout au long du parcours : «Nous avons constitué un pôle dans la manifestation autour duquel se sont regroupés beaucoup de travailleurs français et immigrés. Nos mots d'ordre étaient repris par des cortèges devant et derrière nous. Les gens sur les trottoirs, nous applaudissaient et nous encourageaient à continuer l'action. Les gars sont revenus très enthousiasmés de cette manifestation».

L'ASPECT JURIDIQUE DE LA LUTTE

La direction de la Sonacotra envoie depuis une dizaine de jours des lettres à certains résidents pour leur signifier qu'ils seront expulsés des foyers s'ils ne reprennent pas les paiements. A ce jour, 140

lettres sont arrivées. Le Comité de coordination, conscient du danger, a engagé plusieurs actions en justice. Le but étant de contraindre la Sonacotra également sur le terrain juridique. Il s'agit de

compris juridiques. D'autre part, un recours en Conseil d'Etat a été engagé pour tenter de faire annuler les expulsions. Sur les résultats de cette bataille juridique, il ne faut pas trop se faire d'illusions, mais il était nécessaire de la mener. «Ainsi, nous mettons le maximum de chances de notre côté», dit un résident.

L'EXTENSION DU MOUVEMENT TOUJOURS À L'ORDRE DU JOUR

Le problème central, actuellement, c'est de renforcer le rapport de forces. C'est dans ce sens qu'un appel a été lancé dès les 16 expul-

empêcher les récupérateurs de saboter le mouvement et le soutien, faire face aux mesures répressives. Un délégué explique : «Consolider le mouvement tel qu'il est aujourd'hui et l'étendre à d'autres foyers, à d'autres villes, ce sont deux choses qui sont liées, mais il faut bien prendre les choses par un bout. Nous avons à faire face à des manœuvres de division. Certaines organisations (dont bien sûr, le PCF) voudraient bien voir se terminer notre lutte. Nous savons que des réunions ont été convoquées dans certains foyers pour essayer de faire reprendre les paiements. Il faut être vigilants».

C'est en effet de cette



faire reconnaître la lutte des travailleurs immigrés comme toute autre lutte des travailleurs. La proposition a également été faite par le Comité de déposer, à partir du premier mai, le montant des loyers sur un compte bloqué par l'intermédiaire d'un huissier. Il faut priver la Sonacotra de toutes les armes, y

sions connues, à tous les résidents des foyers et des cités Sonacotra de France pour qu'ils rejoignent leurs camarades de la région parisienne dans la lutte. Mais, les difficultés sont nombreuses. Il faut, en même temps que la lutte s'élargit, conserver et améliorer le fonctionnement démocratique de la grève,

vigilance que dépend, pour une part, le succès. Mais, c'est aussi de l'initiative des travailleurs immigrés, de leur capacité à étendre le mouvement et réaliser une très large unité de combat avec leurs camarades français.

Gérard PRIVAT

SUCCÈS DU GALA DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DES «CÂBLES DE LYON» DE CLICHY

Dimanche après-midi, un millier de personnes ont répondu à l'appel de la section CGT des «câbles de Lyon» de Clichy en participant au meeting de soutien qui se tenait à la maison du peuple de Clichy.

La présence de travailleurs de l'usine de Clichy A venus en masse, de Clichy B, des «Câbles de Lyon» de Bezons, de Chausson, des foyers Sonacotra... a marqué un pas en avant dans la solidarité, l'unité populaire qu'il faut réaliser contre les menaces de licenciements qui pèsent sur les trois militants syndicaux.

Pendant plus de trois heures, la troupe «Germinal», des chanteurs portugais, la chorale «La Communarde» se sont succédés pour chan-

ter l'unité des travailleurs français-immigrés qui s'est consolidée pendant les grèves du printemps dernier à Chausson et aux Câbles, et pour dénoncer la soif de profit des patrons qui mutile les travailleurs chaque jour, les cadences infernales...

Dans son intervention, le secrétaire du syndicat CGT des Câbles, insistait sur la nécessité d'être à l'offensive contre la répression.

Le meeting se terminait par une intervention d'un délégué du foyer Sonacotra de Bagnolet, puis des chants révolutionnaires de la Commune et Palestiniens, et l'Internationale reprise par toute la salle.

Corres. Gennevilliers

ETUDIANTS

APRÈS LA COORDINATION DE CENSIER

UN PREMIER BILAN S'IMPOSE

Au lendemain de la coordination de Censier, après le 1^{er} Mai, quel est l'avenir du mouvement ?

Les assemblées générales désemploient, pour la première fois depuis longtemps quelques cours reprennent ça et là, la bourgeoisie maintient son intransigeance tout en ouvrant largement les colonnes de sa presse aux propositions capitulaires de l'UNEF, enfin le SNES-Sup refuse toujours le mot d'ordre «grève générale de l'université».

Bien plus, jeudi dernier alors que UNEF et SNES-Sup sont reçus par Saunier-Séité, l'Humanité déclarait que les «concessions faites aux Présidents d'université» permettent aujourd'hui d'imposer la satisfaction des revendications essentielles, en fait, ces fameuses concessions ne sont qu'un aménagement tout-à-fait acceptable de la réforme.

Comment la coordination de Censier a-t-elle répondu à cette situation ?

Il est significatif que les seules perspectives concrètes avancées aient été celles de la manifestation du premier mai et la coordination des 5 et 6 mai à Lyon. Sur la question des examens par exemple, qui sont un moyen de pression considérable aux mains du pouvoir, on propose des solutions qui font abstraction de l'attitude du SNES-Sup et de l'état de la mobilisation : examens pendant la grève, épreuves collectives ; cela ne peut à l'évidence aujourd'hui constituer une base unique sur laquelle tout le mouvement peut se battre ; inévitablement, cela mène à la dispersion, à la démobilisation. La coordination réaffirme simplement le mot d'ordre de grève générale de l'université : mais, d'une part le SNES-Sup s'y refuse et ne reconnaît que les mots d'ordre de l'UNEF, d'autre part, l'élément principal pour réaliser ce mot d'ordre, n'est-ce, pas la mobilisation massive des étudiants ? Or, comment mettre un terme à la fuite des étudiants hors des AG et des fics ? Comment stopper la reprise des cours ? Cela n'a pas été envisagé ; on ne parle dans la motion majoritaire que d'extension et de continuation du mouvement sans prendre en compte les moyens à mettre en œuvre.

On peut se poser cette question : la coordination a-t-elle été responsable ? Ses propositions ne favorisent-elles pas, dans une certaine mesure, le pourrissement ? Comment a-t-on pu en arriver là ?

Un des traits permanents de cette lutte a été l'absence d'un débat de fond sur les orientations à prendre, tout a été fait par les organisations réformistes et trotskystes pour empêcher qu'un affrontement entre ligne réformiste et voie révolutionnaire puisse apparaître au grand jour.



Pourquoi nous battons-nous ? Pour renégocier la réforme pour un meilleur avenir de cadre ou pour remettre en cause, au-delà de la réforme, l'université bourgeoise et la société d'exploitation qu'elle sert ?

Ce n'est qu'à de rares exceptions, dont la coordination de Toulouse, que ce débat, véritablement, a pu éclater.

La responsabilité des trotskystes, notamment la LCR, est lourde. Regardons leur

tactique : jusqu'à la coordination de Censier ils ont, conformément à leur ligne de soutien critique au programme commun, appelé et pratiqué l'unité systématique avec l'UNEF, ils ont permis aux révisionnistes de redorer leur blason en leur donnant une caution de gauche, en les aidant à camoufler leur caractère de défenseur zélé de l'université bourgeoise. L'UNEF a pu ainsi se présenter à bon compte comme le syndicat responsable à rejoindre et a pu se renforcer. Dans un deuxième temps, avec la coordination de Censier, la politique d'unité avec l'UNEF n'est plus tenable, l'UNEF d'ailleurs a décidé de faire cavalier seul. Il s'agit alors pour les trotskystes d'empêcher l'expression et le rassemblement du courant révolutionnaire qui s'était manifesté à Toulouse (motion 2, 72 voix), par une série

vres des trotskystes doivent être clairement mises à jour, en montrant comment leur apparente opposition d'aujourd'hui recouvre une unité en profondeur contre les étudiants révolutionnaires.

Faire ce premier bilan publiquement, largement, tirer les premières leçons de cette lutte, c'est nécessaire pour rassembler ceux qui d'une manière encore trop dispersée ont combattu les orientations réformistes dans ce mouvement. C'est nécessaire pour que les étudiants qui, au-delà de la réforme, remettent en cause l'université bourgeoise, puissent se réunir au niveau de chaque fac, pour mettre sur pied des contre-cours, des enquêtes auprès des travailleurs, dans les quartiers populaires afin de mener une critique vivante du contenu, de la forme des enseignements. C'est nécessaire pour que, le plus largement possible, des initiatives de soutien aux luttes d'usines, de quartiers, aux comités de lutte contre le chômage se développent dans le but de renforcer l'unité populaire autour de la classe ouvrière.

Dans le cours de cette lutte, de nombreux étudiants ont pu saisir la véritable nature du révisionnisme : lorsque l'UNEF et le SNES-SUP négocient la réforme, ils montrent clairement que leur projet politique, le programme commun n'est qu'une autre mouture du capitalisme.

Aujourd'hui, dans la situation de crise politique, où les travailleurs luttent contre les atteintes aux libertés démocratiques et rassemblent leurs forces pour l'offensive, les étudiants révolutionnaires doivent, en démasquant les forces de conciliation avec la bourgeoisie, s'engager dans le combat révolutionnaire d'ensemble sous la direction de la classe ouvrière.

circulent, il est question de sortir un dossier complet de l'affaire car la défense assurée par le SNES-Sup dans l'ombre bien des faits qui auraient pu disculper les accusées.

Mobilisons-nous pour défendre ces camarades : envoyons des lettres de protestation au Proviseur du lycée «Blaise Pascal», 5, rue des Emmurées - 76 000 Rouen, ou au recteur : 25, rue Fontenelle - Rouen.

D'autre part, écrivez-nous pour nous signaler toutes les formes de répression contre les enseignants ou les élèves. Que nous puissions nous mobiliser contre cette offensive du pouvoir.

Corres. Rouen

Bordeaux : APRÈS LA RÉPRESSION POLICIÈRE

Après la fermeture vendredi de l'université de Dauphine, après la sixième intervention des CRS au centre universitaire de Clignancourt jeudi, nous parvions de Bordeaux un nouvel exemple de l'intransigeance de la bourgeoisie face à la remise en cause de sa réforme.

C'est là une preuve de la fragilité du pouvoir, de la difficulté grandissante à faire passer sa politique de crise.

La répression et l'assassinat des paysans, l'expulsion systématique par la police des travailleurs hors de leurs usines occupées, voilà qui exige que les étudiants s'engagent eux aussi dans la bataille contre les atteintes aux libertés démocratiques. Voici une lettre que nous a envoyée notre correspondant de Bordeaux :

Jeudi dernier a été décidé par la coordination étudiante, de détourner la RN10 afin de populariser la lutte et rentrer en contact avec les travailleurs. Stands et buvette ont été organisés à cet effet sur le campus. Dans la perspective d'une répression, un service d'ordre assez conséquent a été organisé.

Ces décisions ont été prises malgré l'opposition de l'UNEF-PC. Le détournement n'avait pas commencé que les CRS, venus en force, ont chargé sur les manifestants au nombre de 2 à 3000. Il s'ensuivit des heurts très violents entre CRS et manifestants pendant trois heures. Il y eut 10 blessés du côté CRS et 2 du côté étudiant. C'est en fin d'après-midi que 12 étudiants furent arrêtés et emprisonnés.

Dans la soirée, 60 étudiants environ, se rassemblèrent devant le commissariat de police de Bordeaux afin d'exiger la libération de leurs camarades.

Sans prévenir, les flics (inspecteurs de police en civil et policiers avec matraques et chiens) ont chargé avec une grande violence. Ils ont frappé en priorité les filles dont les cris furent entendus par les camarades retenus dans le commissariat. A la suite de quoi deux manifestants ont été arrêtés dont l'un a rejoint ceux qui étaient déjà emprisonnés et l'autre fut isolé. Celui-ci fut d'abord frappé dans la rue même, à coup de matraques par des policiers qui l'emmenèrent au commissariat. Sur le chemin, un inspecteur de police les croisant, s'arrêta et le frappa au visage. A l'intérieur du commissariat, ce même inspecteur continue à se défouler sur lui en appuyant ses coups par des injures fascistes et anti-communistes : «Alors tu veux un gouvernement communiste ?!!» ou encore «Et ces salauds de Khmers rouges, tu veux faire comme eux ?!!»... Ceci pendant environ 1/4

d'heure, après quoi il fut envoyé en cellule puis relâché dans la nuit, ainsi que tous les autres.

Ce qui est arrivé à ce camarade doit-il être considéré comme une «bavure», comme le fait d'un élément de police «incontrôlé» ? Non, il s'agit en fait d'une politique non isolée et d'un exemple parmi beaucoup d'autres de la répression très sévère qui s'est abattue sur le mouvement étudiant. Ces agissements sont la suite logique de la répression du mouvement paysan et des luttes ouvrières ; ils correspondent à la même atteinte odieuse aux libertés démocratiques.

Corres. Bordeaux

Nouvelle escalade dans la répression

Après les trois interventions des flics jeudi et vendredi (matraques, heurts), une nouvelle étape a été franchie lundi pour briser la lutte des étudiants.

A l'entrée, une partie de la centaine de vigiles qui occupent la faculté, contrôlaient les étudiants, une liste noire à la main ; en tout une trentaine de noms, certains soulignés d'un trait, d'autres de deux.

L'appel de la reprise des cours par l'UNEF d'un côté, l'accentuation de la répression de l'autre : tout est bon pour essayer de casser la lutte. La riposte s'organise, les étudiants de Clignancourt iront massivement à Dauphine cet après-midi, aider leurs camarades dans la même situation qu'eux.

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE GRÈVE DE CLIGNANCOURT

ROUEN : HALTE A LA RÉPRESSION DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

En avant-goût et dans la ligne de l'ensemble de la restructuration tentée par le pouvoir dans le domaine de l'enseignement, la répression sévit de plus en plus ouvertement envers les petits cadres, surveillants, maîtres auxiliaires, de l'Éducation Nationale.

ACTIVITÉS POLITIQUES ? BLÂME, EXCLUSION !

Il suffit de prendre quelques initiatives, d'actualiser ses cours, pour que tombent sur vous les foudres de l'administration.

Ainsi, ces deux jeunes enseignantes du CES de Duclair (Rouen) qui sont gratifiées d'un avis défavorable à leur maintien dans l'établissement, en conclu-

sion du rapport administratif du patron du CES. Avis qui va pratiquement amener leur renvoi et, peut-être leur licenciement.

Et quels sont les motifs indiqués ? Activités «politiques», c'est-à-dire en l'occurrence distribution de tracts à l'extérieur de l'établissement, affichage en salle de professeurs, débrayage national contre le franquisme et, pendant leurs cours, débat sur les travailleurs immigrés, la libération de la femme, la contraception.

UN TRIBUNAL DIGNE DE L'INQUISITION

Autre cas de répression :

cinq surveillants de «Blaise Pascal» et de «Barentin» viennent d'être traduits devant le Conseil de discipline du Rectorat (véritable tribune d'Inquisition à huis-clos) : on les accuse d'insolences envers leurs supérieurs, d'incompétence professionnelle... Bien que les accusations s'avèrent fantaisistes et les témoignages non confirmés, le couperet des sanctions est tombé avec la plus grande rigueur : deux mutations d'office et des suspensions de salaire de cinq mois à un an !

Une solidarité active s'est aussitôt créée : une manifestation devant le Rectorat vient de regrouper deux mille participants ; des péti-

INTERNATIONAL

Italie : *Au cœur de la crise*

LES LUTTES DE LA CLASSE OUVRIÈRE

La veille du jour où Aldo Moro, premier ministre italien, remettait sa démission, provoquant ainsi des élections anticipées, un million et demi d'ouvriers étaient en grève pour le renouvellement des contrats de travail. Ainsi, au-delà des contradictions qui déchirent aujourd'hui les différents partis bourgeois, y compris le P.C.I., il faut rechercher dans le développement de la lutte de classe, de la contradiction qui oppose la bourgeoisie au prolétariat, la nature profonde de la crise italienne.

Plus de deux millions de chômeurs, trois cent cinquante millions d'heures de chômage partiel, une hausse des prix de 37 % en quatre ans : les sujets de mécontentement ne manquent pas pour la classe ouvrière italienne. D'autant plus que, pour sortir de sa crise, la bourgeoisie mène une politique d'exploitation de plus en plus forcenée : doublage des cadences en deux ans dans une usine Fiat, hausse des prix toujours plus forte, et qui atteint maintenant des sommets avec la chute de la lire sur les marchés des changes (on l'échange aujourd'hui à 900 environ pour un dollar) : rien qu'entre les mois de janvier et de mars, la semoule a augmenté de plus de 10 %, le riz également, ainsi que le beurre ; la farine a fait un bond d'entre 15 et 20 %, les huiles de 20 à 30 %. Tous les produits de consommation de base sont en fait touchés.

Devant cette situation, les travailleurs italiens s'engagent sur le chemin de la lutte, malgré un chantage à la crise repris dans leur pays par les directions syndicales elles-mêmes. Les trois grandes centrales, dominées par le P.C.I., la démocratie chrétienne et les sociaux-démocrates, qui coordonnent de plus en plus leur action au sommet, sont en



effet d'accord sur un point : présenter la lutte contre le chômage comme une priorité par rapport à la lutte sur les salaires, et même appeler la classe ouvrière à être «raisonnable» sur les revendications salariales pour favoriser la reprise économique par le développement des investissements.

Ce qui n'a pas empêché, par exemple, les cheminots italiens, qui estimaient très insuffisantes les 20 000 lire qui leur étaient proposées, d'entrer en grève pour en obtenir 100 000. Les locataires de s'engager sur une très vaste échelle dans des grèves de loyers pour rejeter les augmentations

qu'on voulait leur imposer. Les travailleurs d'Innocenti, dont la grève a attiré l'attention de tout le pays, de rejeter le compromis passé par les directions syndicales avec British Leyland, leur patron, et qui acceptait le licenciement de 1 500 d'entre eux - étrange «priorité à la

présente comme un plan d'austérité pour les masses travailleuses.

Particulièrement vulnérable sur le plan économique, outrancièrement liée jusqu'ici à l'impérialisme américain, incapable de résoudre le problème du développement du sud

défense de l'emploi» !

Aussi, de plus en plus, ce qui domine la scène politique italienne, ce qui sera l'enjeu même des prochaines élections législatives, c'est la question de la participation ou non du parti révisionniste au gouvernement : assurer un «consensus», c'est-à-dire la collaboration de la classe ouvrière à sa propre exploitation, tel est le but que des personnages aussi importants qu'Agnelli, ex-président de la centrale patronale, patron de Fiat, assignent à cette participation du P.C.I. Celui-ci, de son côté, se pose ouvertement en candidat à la gestion des affaires de la bourgeoisie, avec un plan «de relance» qui se

du pays, disposant d'un système politique dont la corruption éclate aux yeux de tous, la bourgeoisie italienne se trouve plongée dans une crise dont elle va avoir de grandes difficultés à sortir. L'expérience acquise par la classe ouvrière, particulièrement depuis les grands mouvements de 1968-1969, communément appelés «mai rampant», est très importante. Au cours des années à venir, avec une participation du P.C.I. au gouvernement, qui le démasquerait encore plus comme parti étranger à la classe ouvrière, elle peut trouver des raisons supplémentaires dans une voie révolutionnaire de renversement du capitalisme.

Djibouti :
Un patriote assassiné

Vendredi, une délégation d'information de l'Organisation de l'Unité Africaine est arrivée à Djibouti. Sur tout le parcours de la visite de cette délégation, une foule importante manifestait, à l'appel de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance, contre le projet de référendum de l'impérialisme français et pour une indépendance véritable. Auparavant, la délégation avait effectué une enquête à Loyoda, poste-frontière où les troupes françaises avaient pénétré en territoire somalien.

Dimanche, à l'arrivée de la délégation à Tadjourah, deuxième ville du terri-

toire, d'importantes manifestations ont également eu lieu. Elles ont été féroceement réprimées par les gardes territoriaux qui ont d'abord essayé d'arracher des banderoles hostiles à Aref, puis n'ont pas hésité à tirer sur les manifestants, faisant un mort et cinq blessés. L'enterrement du manifestant tué a eu lieu, hier matin à Djibouti, en présence d'une foule nombreuse ; les troupes françaises avaient bouclé la ville pour empêcher de nouvelles manifestations. Des incidents ont également eu lieu à Obock, autre ville où la délégation de l'OUA est passée.

1er mai en Grèce

En Grèce, au moment où la «liberté» profite aux fascistes, puisque d'anciens généraux et tortionnaires sont libérés tous les jours, et que le député Pannagoulis a été victime d'un «accident» suspect, le 1er mai, fête des Travailleurs, a été interdit par le gouvernement Caramanlis.

A l'initiative de l'organisation Ekka, une manifestation de rue a eu lieu à Athènes. Déjouant l'interdiction, de nombreux groupes ont con-

vergé vers l'Ecole Polytechnique. La manifestation, regroupant plusieurs milliers de personnes, n'a pu être dispersée par la police et a parcouru plusieurs quartiers d'Athènes sur les mots d'ordre : «Fascistes, hors de l'appareil d'Etat», «Unité révolutionnaire de la classe ouvrière», «Dehors, les bases américaines», «Chypre unifiée et indépendante», «Ni OTAN, ni pacte de Varsovie».

• VIETNAM

Le peuple d'Hanoi et de Saigon-Ville-Ho-Chi-Minh ont célébré à la fois le premier mai, fête internationale des travailleurs, l'anniversaire de la libération et la victoire que constituent les récentes élections générales.

• LAOS

Des dizaines de milliers de travailleurs ont organisé à Vientiane un rassemblement pour célébrer le premier mai. Le premier

ministre a appelé les ouvriers à renforcer leur unité, l'unité avec les paysans, à promouvoir la production en maintenant leur vigilance contre les complots de l'impérialisme.

• COREE

La célébration du premier mai a été l'occasion de nombreuses activités artistiques à Pyongyang et dans les environs. Des dizaines de milliers de travailleurs dans une atmosphère enthousiaste et internationaliste.

Le voyage de Kissinger en Afrique :

Kissinger a terminé son voyage en Afrique par une visite au Sénégal où il a annoncé un plan d'aide de sept milliards et demi de dollars aux pays du Sahel qui viennent de connaître une importante sécheresse, aide qui sera fournie par un consortium qui n'est pas encore sur place !

L'essentiel des problèmes africains d'aujourd'hui a fait l'objet d'interventions du secrétaire d'Etat américain au cours de son voyage : le développement, pour lequel les Etats-Unis ont promis des fonds, la Rhodésie pour laquelle les Etats-Unis ont proposé pour lequel les Etats-Unis ont promis des fonds, la Rhodésie pour laquelle les Etats-Unis ont proposé un plan de règlement, calqué sur les propositions anglaises.

La politique américaine en Afrique reposait largement sur le soutien à la guerre coloniale portugaise et aux régimes racistes d'Afrique australe.

Depuis 1949, une aide militaire directe était offerte au Portugal fasciste, qui s'élevait à peu près à 400 millions de dollars. Du personnel militaire portugais était entraîné aux Etats-Unis : 107 en 1968, 33 en 1970 dont les frais d'entraîne-

ment étaient à la charge des Etats-Unis. De même, les Etats-Unis fournissaient des armes, des matériels de transports utilisés au Viet Nam.

Les entreprises américaines participaient directement à l'exploitation des richesses du pays : par exemple, la Gulf Oil investissait massivement au Cabinda. Elle versait des royalties au gouvernement portugais et faisait également des prêts : en 1969, la Gulf Oil

versait plus de 20 millions de dollars au gouvernement portugais, quand le budget de guerre pour l'Angola était de 44 millions de dollars.

EN AFRIQUE AUSTRALE

Cette politique était combinée à l'aide aux régimes racistes d'Afrique australe. Les USA ont systématiquement violé les décisions de l'ONU sur ces deux pays. Le Congrès a même voté un amendement, dit amendement Byrd qui autorise les Etats-Unis à importer du chrome de Rhodésie malgré le blocus décidé par l'ONU, alors même qu'ils disposent d'un stock de ce métal «stratégique» qui leur permet de faire face à leurs besoins pendant quarante ans.

De même les Etats-Unis ont aidé l'Afrique du Sud à faire face au blocus en n'appliquant pas la décision de l'ONU de 1963 de ne plus livrer de pétrole à l'Afrique du Sud.

LA RECONVERSION DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE

Et bien sûr, Rhodésie et Afrique du Sud bénéficient de l'aide militaire US, l'Afrique du Sud est même un point important de la stratégie américaine.

Qu'il s'agisse de l'Afrique du Sud ou de la Rhodésie, la politique américaine visait, à travers ses entreprises à assurer la survie des régimes racistes.

APRÈS L'EFFONDREMENT DE L'EMPIRE PORTUGAIS

Que peut-il rester de cette politique aujourd'hui ? C'est précisément ce que le voyage de Kissinger devait préciser. Le colonialisme portugais s'est effondré, les semaines du régime rhodésien sont comptées. «Nous croyons que le changement est inévitable», dit Kissinger, et tous les efforts pour une évolution progressive et pacifique auront notre soutien».

Et il annonce l'abrogation de l'amendement Byrd ainsi qu'une aide économique aux

pays qui appliquent les décisions de boycott.

La chute de l'empire portugais s'est accompagnée de la plus grosse intervention militaire soviétique, en Afrique, et les Etats-Unis cherchent à tout mettre en œuvre pour empêcher cette brutale intervention de se reproduire, notamment à l'occasion de la guerre au Zimbabwe (Rhodésie). «Je crois que la résistance à l'expansion soviétique par des moyens militaires doit être un élément essentiel de la politique étrangère américaine», écrivait Ford en tirant le bilan de l'Angola.

Les Etats-Unis manœuvrent en recul, en Afrique. Mais le voyage de Kissinger l'atteste, ils essaient de mener une contre offensive

dirigée d'une part contre la volonté des peuples en s'opposant à la guerre au Zimbabwe, d'autre part contre l'intervention soviétique en envisageant d'accroître leur présence économique pour structurer autour de leurs propositions le maximum de pays africains. Quel sera le sort de cette nouvelle politique ? Les peuples africains sont violemment opposés aux USA, et certains pays africains ont une grande méfiance à l'égard de leur politique. Le Nigéria et le Ghana n'ont pas accepté de recevoir Kissinger et la Tanzanie, le Mozambique ont décidé de soutenir de toutes leurs forces, la lutte armée au Zimbabwe jusqu'à la victoire.

G. CARRAT

Jérusalem : le président de l'Etat sioniste a failli sauter sur une bombe déposée sur son chemin, en plein Jérusalem, par la Résistance Palestinienne semble-t-il. En même temps que les actions de masse se développent contre l'occupant, la lutte armée fait de nouveaux pas en avant, pour la libération de toute la Palestine.

INTERNATIONAL

LA CÔTE D'IVOIRE, «PARADIS» NEO-COLONIAL

Jean-Pierre CHAMPAGNY

La Côte d'Ivoire est un pays côtier de l'Afrique de l'Ouest : sa superficie est l'équivalent des deux tiers de celle de la France, sa population de 6 700 000 habitants.

C'est un pays principalement agricole (80 % de la population à la campagne) avec une urbanisation très rapide des villes, en particulier de la capitale, Abidjan, depuis 1960.

Comme dans tous les pays africains, l'impérialisme a substitué aux cultures vivrières traditionnelles correspondant aux besoins des masses (mil, igname), des cultures d'exportation correspondant aux besoins de l'exportation ; il s'agit dans le cas de la Côte d'Ivoire du café (3^e producteur mondial), du cacao (3^e producteur mondial) et du bois.

Ce qui caractérise la colonisation en Côte d'Ivoire, c'est l'existence d'une bourgeoisie rurale de planteurs africains qui se sont opposés aux colons français en obtenant la suppression du travail forcé qui avantageait les planteurs français. Cette bourgeoisie rurale qui, avec Houphouët contrôle l'État, a toujours été au service de l'impérialisme en développant l'infrastructure économique et en attirant les investissements.

QUEL DÉVELOPPEMENT ?

Dans les colonnes de la presse française, Houphouët-Boigny et ses ministres se vantent du remarquable «développement» de la Côte d'Ivoire. Il est vrai que, par rapport aux problèmes rencontrés par des pays comme le Tchad ou la Haute-Volta, la Côte d'Ivoire laisse

apparaître certains signes extérieurs de développement : augmentation très importante de la production agricole, diversification de celle-ci, création d'industries, développement des villes, etc... Mais cette production agricole reste en grande partie limitée aux trois produits

mise en culture de surfaces plus importantes et l'importation de main d'œuvre surexploitée de Haute Volta.

Quant à la prétendue diversification, elle reste dans le cadre des cultures d'exportation correspondant aux besoins de l'impérialisme, en particulier l'impérialisme français. Si on développe l'hévéa, c'est que l'impérialisme français, perdant ses plantations au Vietnam en a besoin. Si on développe la banane, c'est pour concurrencer la production de

grandes plantations où est exploité un prolétariat rural de plus en plus important. De plus, il y a un pillage effréné des ressources nationales : par exemple, la forêt qui est exploitée de manière anarchique et ne se renouvelle pas.

Quant à l'industrie, elle sert pour une part à transformer les produits pour l'exportation (conserves, scieries) et également à produire des biens de consommation pour la bourgeoisie rurale, les colons et les coopérateurs euro-



Le commerce extérieur en Côte d'Ivoire

L'impérialisme français se taille la part du lion dans les importations à 39 %. La part des achats français dans les exportations reste dominante : 26 %, bien qu'elle ait décliné depuis l'indépendance (50 % en 1960).

Des autres pays capitalistes, aucun ne se détache nettement : Pays-Bas, États Unis, Italie, Allemagne représentent ensemble 43 % des exportations de la Côte d'Ivoire. L'impérialisme américain a effectué une percée importante en finançant le barrage hydro-électrique de Kossou.

des directeurs, cadres et techniciens européens. Dans ces conditions, parler d'une industrie ivoirienne, c'est jouer sur les mots.

L'urbanisation s'est faite également dans une perspective impérialiste : réalisations de prestige pour les Européens (hôtels, bâtiments administratifs), conditions de vie déplorables pour les travailleurs déportés dans les bidonvilles et changeant brusquement de mode de vie.

sont du même ordre qu'en France. Les conditions de travail sont très dures : le bois est transporté dans des camions «grumiers» surchargés et les accidents sont nombreux. La pénétration de l'impérialisme impose des changements absurdes dans la vie des paysans. On les incite par exemple à abandonner leurs habitations traditionnelles pour des cabanes avec des toits en tôle ondulée, qui, elle, est importée.

SUREXPLOITATION DES MASSES

Ce prétendu développement n'a donc rien de «national», puisqu'il sert exclusivement un petit nombre de propriétaires fonciers et de serviteurs de l'impérialisme. Pour les masses ouvrières et paysannes, l'exploitation est la même que sous le colonialisme. Dans les plantations, les travailleurs reçoivent un salaire de 7 500 F CFA soit 150 NF français, alors que les prix des produits alimentaires

Dépendance étroite de l'agriculture, domination totale de l'industrie par l'impérialisme, surexploitation des masses, la Côte d'Ivoire n'est pas une exception miraculeuse. C'est un pays du Tiers Monde encore très proche du colonialisme classique et où, en l'absence d'un capitalisme national, la bourgeoisie collabore étroitement avec l'impérialisme français. En ce sens, Giscard n'avait pas tort hier de déclarer qu'Houphouët est un «grand, fidèle, sûr, exceptionnel» ami de la France.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

GRÈVE GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS DE LA PRESSE

Depuis quelques jours, l'Allemagne est privée de journaux. La grève a été déclarée mercredi dernier, par le syndicat des imprimeurs et des producteurs de papier affilié au DGB. Initialement prévue par les dirigeants sociaux-démocrates du syndicat pour ne concerner que quinze mille travailleurs, le lock-out de 125.000 travailleurs décidé par les patrons dans les autres imprimeries a eu pour conséquence qu'un seul journal est paru jeudi matin : celui imprimé par la maison de presse Bauer de Hambourg, proche du parti socialiste (actuellement au gouvernement). Devant cette situation un peu gênante, la maison Bauer a dû décider de ne plus imprimer de journaux à partir de vendredi.

Le motif de la grève, c'est le refus par les travailleurs d'augmentations salariales de 5,5 % proposées par les patrons. Ils réclament 9 % pour rattrapper l'inflation et l'augmentation des prélèvements sociaux. Les sociaux-démocrates, qui occupent la direction du DGB, ont dû se résoudre à moins de six mois des prochaines élections, à

organiser cette grève. Ce qui est assez inhabituel, dans la période actuelle où ils font tout pour empêcher les travailleurs d'engager des actions susceptibles de gêner les patrons : on l'a vu dans la métallurgie où la puissante fédération de l'IGM a conclu avec les patrons une augmentation de 5,4 % malgré la reprise très nette qui se dessine dans ce secteur, particulièrement dans l'automobile.

C'est la première fois depuis 1852, qu'une grève aussi nette se déclenche dans le secteur de l'imprimerie : près de 90 % des travailleurs ont voté pour la grève (en Allemagne de l'Ouest, il faut 75 % des votes positifs pour que la grève soit légale et couverte par le syndicat), et le fait que la grève se prolonge quelques jours est déjà une durée importante pour l'Allemagne. La direction social-démocrate du syndicat espère pouvoir contrôler la grève de ce secteur où le SPD est assez bien implanté et où les travailleurs sont parmi les mieux payés d'Allemagne de l'Ouest (2500 marks environ par mois). Mais, compte tenu de la volonté des travailleurs de

Madagascar où la France connaît certaines difficultés. La physionomie globale de l'agriculture ne change pas, elle est fondamentalement orientée vers l'exportation, contrôlée soit par la bourgeoisie locale, soit par des capitaux étrangers dans de

peens. Cette industrie est massivement dominée par le capital étranger dont les profits ne sont pas réinvestis en Côte d'Ivoire (50 milliards de transferts de capitaux en 1970 !). Elle reste de type tout à fait colonial : 40 % de la masse salariale de l'industrie va à

EN PALESTINE OCCUPÉE VIOLENTES MANIFESTATIONS EN CISJORDANIE ET EN GALILÉE

Du 1^{er} mai jusqu'à présent, des manifestations ont eu lieu en Palestine. Les manifestants palestiniens demandaient le départ des colons sionistes et la fin de l'occupation. Des mots d'ordre de soutien à l'OLP ont été scandés tout au long de ces manifestations. A Naplouse, un manifestant a été assassiné par les forces d'occupation. Le couvre-feu a été établi autour du camp palestinien, entouré de barbelés de fils de fer. La marche qui devait avoir lieu de Ramallah à Jérusalem pour protester contre l'occupation et l'installation de nouvelles colonies sionistes a été arrêtée par les sionistes à sa sortie de

LIBAN LES FORCES DE DROITE REPRENENT LES COMBATS POUR IMPOSER LEUR CANDIDAT

La date des élections présidentielles a été reportée à samedi prochain, le 8 mai. C'est ce qui a été demandé d'une part par les «partis progressistes», dont le porte-parole est Joumblatt, et d'autre part, par Chamoun, politicien pro-américain. Cha-

cun des deux camps demandait le report des élections pour des raisons diverses. Pour Joumblatt, il faut empêcher que le candidat Sarkis, pro-syrien soit élu et il faut avoir le temps nécessaire pour permettre l'élection de Eddé, chef du Bloc National.

Pour Chamoun, c'est différent. Bien qu'ayant soutenu Sarkis au début, les forces de droite cherchent du temps pour présenter un candidat lié à leurs projets, ce que Sarkis n'était pas.

Profitant de cette attente, les milices de droite essaient d'imposer un rapport de forces militaire en leur faveur. C'est pour cette raison que les combats ont repris de nouveau à Beyrouth. Cette reprise correspond au retour de Brown, l'envoyé américain au Liban. Après son arrivée, il a rencontré les chefs pro-américains, Chamoun, Gemayel et Charbel al Kassis, ce qui montre l'accord américain avec l'offensive militaire de la droite.

Face à cette situation, les forces patriotiques ripostent. Il y a un mois, elles avaient

déclaré la trêve militaire, pour permettre les démarches politiques en vue de l'élection d'un nouveau président, question qui était au cœur de la crise. Pendant cette trêve, les forces de droite ont provoqué des combats, pour empêcher que la crise ne se débloque. Une avancée militaire des forces de droite a été ressentie durant la trêve, que seules les forces patriotiques appliquaient.

Mais face à cette nouvelle reprise des combats que mènent les milices de droite en vue d'imposer un président de leur choix, les forces patriotiques sont obligées de riposter. Elles commencent à avancer en direction du port de Beyrouth. Quelques jetées du port sont actuellement entre leurs mains. De l'autre côté, les milices de droite lancent des obus dans tous les sens, contre les maisons et autres lieux.

Les combats risquent de s'étendre jusqu'au 8 mai, date prévue des élections. Sinon, la date peut être reportée, suivant le rapport de forces installé pendant cette semaine.

SNIAS (Chateauroux)

DEFENDRE L'AERONAUTIQUE
OU DEFENDRE L'EMPLOI ?

Pour la 3^e fois, en 10 ans, les travailleurs de la SNIAS à Chateauroux ont engagé la lutte contre la fermeture de leur usine. «Nous irons à la victoire, c'est certain encore une fois» disent des travailleurs ici. Mais ici, on le dit aussi : «La lutte va être longue, dure». En effet, ces 3 premières semaines de lutte montrent que la direction ne cédera que si un rapport de forces largement favorable est construit. Le fait qu'en 74, quatre mois de lutte n'aient abouti qu'à arracher un sursis, le fait que c'est quelques jours seulement après le blocage de la production cette année, que la direction traduit trente-deux militants syndicaux devant les tribunaux, le montre à l'évidence. Pour comprendre cette intransigeance, il faut bien voir quel est l'enjeu de cette lutte dans le département de l'Indre et plus particulièrement à Chateauroux.

Pour la direction de la SNIAS, la fermeture est bien sûr intéressante du point de vue de la rentabilité (elle estime qu'il est plus rentable de transférer les travailleurs à Bourges que d'amener du matériel à Chateauroux).

berger, Cébarati. C'est cette conscience de l'enjeu qui grandit ici et qui fait dire aux travailleurs que la lutte sera sans merci. Parallèlement, et en conséquence, ce qui grandit, c'est la conscience que face à l'intransi-

forme d'action efficace, c'est-à-dire qui permette de rassembler tous les travailleurs. Pas question pour le moment d'engager une occupation totale qui, derrière le côté spectaculaire, ne serait pas appropriée pour le moment, qui priverait de salaire les travailleurs dans les deux mois qui viennent alors que de longs mois de lutte se préparent. Il y a le souci d'engager une action telle qu'elle ne s'effrite pas au bout de deux mois. Ici, l'action est pensée à long terme, réfléchie.

Un autre facteur important dans le rapport de force à construire ici, c'est aussi le soutien de la population. En ce sens, il est clair que seule la popularisation de la lutte auprès d'elle ne saurait suffire, seule la participation active d'une partie

notamment dans la section CGT.

CE QUI SE CACHE
DERRIÈRE LE
SOI-DISANT SOUTIEN
DU P(C)F

Le P(C)F dit soutenir l'action des travailleurs de la SNIAS, mais de quel soutien s'agit-il ? Ce qui l'ennuie en fin de compte dans le fermeture de la SNIAS, ce n'est pas tant que 500 travailleurs risquent de se retrouver à la rue, mais surtout que l'usine est rentable : «N'est-il pas absurde, disent les révisionnistes de la CGT dans la «Vie Ouvrière» de laisser sans emploi ces installations les plus aptes au développement d'une aviation moderne ?»

Ce qui l'ennuie, ce n'est pas tant que 350 travailleurs risquent d'aller travailler à Bourges mais «que les mutations vont coûter 2 milliards alors que le transfert de matériel reviendrait à 300 millions». (Congrès UD.CGT Indre). On ne peut être plus clair !

Ils concluent en reprochant à la bourgeoisie de ne pas savoir tirer le maximum de profit sur le dos des travailleurs : «Il est absurde de ne pas utiliser au maximum des travailleurs dont le niveau de qualification est particulièrement élevé».

Derrière les contradictions que le P(C)F entretient sur ce qu'il appelle les choix actuels en matière d'aéronautique, de la frange de la bourgeoisie au pouvoir (arrêt de la fabrication du Concorde, par exemple, qui marque en fait l'évolution des rapports de force entre l'impérialisme français et l'im-

L'ASPIRATION À VIVRE AU PAYS ET
LA TACTIQUE DE LA BOURGEOISIE

Aujourd'hui, les luttes menées par les travailleurs de la SNIAS, le fait qu'ils réclament l'embauche des jeunes, dans chacune de leur lutte, montre que l'aspiration à vivre au pays grandit. Les banderoles ici, le rappellent : «L'Indre doit vivre», «Non à la déportation».

Alors, la bourgeoisie ne peut plus s'y opposer ouvertement. Toute une campagne est déclenchée dans la presse locale sur le soi-disant désir pour la bourgeoisie de tenir compte de ces aspirations. En gros, l'argument développé, c'est «Oui, vous resterez au pays, nous allons créer des emplois, mais acceptez la fermeture de la SNIAS». Tel journal titre : «La SNIAS, c'est bien fini, mais Chateauroux ne sera pas délaissé». On appelle les travailleurs à s'en remettre aux bons soins du patronat. Mais ce qui grandit ici, chez les travailleurs, c'est la clairvoyance de ce que valent enfin de compte ces promesses. On apprend, ici, après plusieurs années d'expériences, à éviter les pièges de la bourgeoisie.

«Rester au pays, d'accord, mais il faut voir ce qu'on entend par là. Rester à Chateauroux, c'est effectivement une première victoire. Mais c'est insuffisant. S'il faut toute sa vie, sans arrêt changer de boîte, être transbahuté de droite à gauche, non ! Qu'ils créent des emplois, c'est ce qu'on demande, mais la SNIAS doit rester aussi».

Cette précision dans la revendication remet en cause directement les plans du patronat depuis des dizaines d'années dans la région. Car sa politique n'est pas de ne pas créer d'emplois du tout, mais bien au contraire de venir s'installer quelques années, touchant quelques millions pour les «emplois» créés, surexploitant au maximum les travailleurs avec l'argument : «Il y a des chômeurs qui sont prêts à prendre votre place si vous revendez». «En 66, Cébarati s'est rappliqué, ainsi que les chaussures André, si ça se trouve, ils vont fermer d'ici peu». Aller travailler ailleurs, pour ceux de la SNIAS, cela veut dire la baisse de qualification, de salaires, la perte des avantages acquis.

bourgeoisie. C'est de lutter pour leur emploi. C'est ce qui commence à s'affirmer à la SNIAS.

AFFIRMER LA VOIE
DE LA LUTTE

«Nous, ce qu'on veut, c'est défendre notre emploi. Nous n'avons pas choisi Concorde. Concorde ou autre chose, on s'en fout. D'ailleurs, Concorde ne va pas donner du travail à lui tout seul. Aux pa-

pour Concorde, pour dire, il faut le Concorde, il faut le Concorde absolument, il faut le sortir absolument, absolument. Pour nous, Concorde, c'est un outil de travail en attendant qu'ils lancent d'autres fabrications». Le rayonnement de la France ? «C'est défendre le bien être de la population. Enfin, si c'est moi qui avait lancé le mot d'ordre, j'aurais pensé comme ça».

Il est nécessaire d'éclair-



L'ENJEU DE LA LUTTE

Mais le souci de faire échec aux travailleurs, intéresse au delà de la direction de la SNIAS, la bourgeoisie dans son ensemble, pour des raisons plus importantes dans la région. Les travailleurs ici, en ont conscience : «S'ils arrivent à fermer la SNIAS, ce serait un sacré coup porté aux travailleurs de la région. Après, les patrons pourront faire ce qu'ils voudront».

Voilà qui résume bien les soucis de la bourgeoisie. Par deux fois, les travailleurs de la SNIAS, en 66 et 74, ont mis en échec la logique capitaliste, ils ont su construire un rapport de force qui permette d'imposer «Pas un seul licenciement». Sans conteste, ces victoires ont marqué, au delà de la SNIAS, les travailleurs des autres usines de Chateauroux, les ont encouragés dans leur lutte. C'est cela que la bourgeoisie veut détruire ici. Si les travailleurs étaient mis en échec, cela porterait un coup aux luttes ici, à l'heure où justement elles se développent : Sovirel, Schlum-

geance qui se dessine déjà, il va falloir mettre en œuvre énormément de moyens dans la bataille.

LES PREMIERS
ÉLÉMENTS D'UN
RAPPORT DE FORCE

Le premier moyen à mettre en œuvre ? «Il faut faire pression sur la direction du point de vue économique. Le tribunal lui-même a reconnu qu'en bloquant la production, nous faisons mal à la direction». Mais est-ce suffisant ? Fondamentalement, hier et encore moins aujourd'hui, la seule pression économique ne suffira à vaincre. Et ici, justement, on commence à aller plus loin.

CONSTRUIRE UN
RAPPORT DE FORCE,
C'EST RÉUNIR
PLUSIEURS FACTEURS

Face à l'intransigeance de la direction, il y a le souci juste de ne pas partir en rangs dispersés, de mettre dès le départ, un certain nombre d'atouts de son côté. Le premier souci, c'est d'engager une

d'entre elle à la lutte sera déterminante. En ce sens, la journée «ville morte» il y a quelques jours, est positive. Seul ce soutien actif qui ne se limite pas à de la sympathie est un des éléments qui peut faire reculer le patronat. Mais le soutien actif des travailleurs des autres usines de la ville doit aussi se concrétiser dans les semaines à venir.

Enfin, élément important, l'action au niveau de la SNIAS toute entière doit se faire. C'est ce que disaient des travailleurs le jour du rassemblement des travailleurs de l'aéronautique à Chateauroux : «Les licenciements nous guettent tous, dans deux mois, dans six mois, mais cela revient au même». Les revendications sont les mêmes. C'est toutes ces questions qu'il va falloir résoudre.

Mais gagner à la SNIAS, c'est aussi combattre les tentatives du P(C)F de dévoyer cette lutte au service de son projet politique, de se servir dans ce but des travailleurs comme masse de manœuvre. Car tel est bien son but,



périalisme américain), son projet vise à mettre sur pied un capitalisme d'Etat, à défendre l'impérialisme français. Les travailleurs eux, n'ont pas à proposer des solutions à la bourgeoisie. Leur logique, c'est de faire payer la crise à la

trons d'assumer leurs responsabilités. Notre problème, c'est d'avoir un emploi à Chateauroux».

Et même chez le P(C)F, des contradictions existent : «Nous ne sommes pas systématiquement

rer les buts du P(C)F, de dénoncer la logique bourgeoise dans laquelle il veut entraîner les travailleurs de la SNIAS. Ainsi, la victoire sera plus que revendicative.

Richard FEUILLET

1^{er} MAI REVOLUTIONNAIRE

LYON SUCCES DE LA FETE POPULAIRE FORTE PARTICIPATION OUVRIERE

Plus d'un millier de personnes, dont de nombreuses familles ouvrières et de nombreux jeunes, ont participé à la fête populaire organisée par la Fédération du PCRml, dans le cadre de verdure du centre Pierre Valdo.

Parmi les nombreux stands, celui de la fédération et ses cellules d'entreprises, ceux des comités de quartier, des comités de lutte contre le chômage. Les organisations du Parti dans la Drôme, à Grenoble, à Villefranche-sur-Saône, ont installé également leurs stands. Discussions et échanges d'expériences se déroulent autour de ces stands tout au long de l'après-midi.

Au stand du Quotidien du Peuple, où une grande carte situe les luttes de la région, on recueille les critiques, sur le premier numéro régional tiré à l'occasion du premier mai. Des ouvriers du bâtiment participeront durant plus d'une heure aux discussions autour de ce stand : en grève à Roanne depuis quinze jours, ils sont venus en délégation pour témoigner sur leur lutte et

se félicitent de l'accueil qu'ils reçoivent, du succès de la collecte organisée dans la fête.

Dans le village de ten-



tes, les enfants, qui ont eux-mêmes participé à la décoration de la fête, sont pris en charge, avec projection de films, pendant que leur parents participent aux forums-débats.

Dès le début de la fête,

la salle de cinéma s'est remplie pour applaudir les films sur les luttes : Cerizay, Lip... ; les travailleurs d'une usine de textile de Barbières, village de la

verdure, jusqu'à la fin de la fête, close par un bal populaire et qu'étaient organisés des jeux où l'aspect politique n'était pas oublié, des forums se dé-

ont fait le point sur la combativité ouvrière et les obstacles à surmonter. Les travailleurs de Griffet à Marseille avaient adressé un message de soutien.

Dans la soirée, avec des camarades de l'ORT (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs d'Espagne) dont un militant, qui devait venir à la fête, avait été arrêté la veille par la police espagnole, avec des camarades de l'UNECAS, avec nos envoyés spéciaux Jean-Paul Gay et Yomna El Khalil, la répression impérialiste et l'avancée de la lutte des peuples étaient évoquées. Ces aspects étaient aussi richement décrits par les panneaux des stands des organisations étrangères présentes : GUPS, UNECAS, Iraniens, Chiliens, Front POLISARIO..., regroupés dans une cité internationale qui a connu un grand succès.

Les progrès des luttes révolutionnaires à travers le monde et dans notre pays furent au centre de l'intervention prononcée par Bernard Rey, au nom du Comité Central du PCRml, devant la foule des participants à la fête

réunis pour l'écouter. Le camarade souligna le contexte enthousiasmant dans lequel se situait ce premier mai 76. Le rappel de la victoire des peuples indochinois fut vivement applaudi. Il souligna l'ébranlement du vieux monde impérialiste : «La crise n'est pas passagère, la seule issue est révolutionnaire... De partout se manifeste l'aspiration au socialisme. Dans les luttes les travailleurs rejettent le chantage à la crise font l'expérience de l'intransigeance patronale, ils prennent conscience qu'il faut imposer un rapport de forces majoritaire et réfléchir dans l'action. Les travailleurs font aussi l'expérience du révisionnisme, face à lui, les révolutionnaires doivent agir pour que les travailleurs eux-mêmes contrôlent leurs luttes...».

L'intervention du camarade qui se terminait en appelant l'assistance à construire avec le PCR le parti de type nouveau, fut chaleureusement applaudie par les travailleurs, les jeunes ainsi réunis par l'espoir d'une société nouvelle et de nouveaux rapports sociaux.

LYON MANIFESTATION COMBATIVE

A l'appel de la fédération Rhône-Loire du PCRml, une manifestation très combative de 500 personnes, travailleurs français et immigrés, a parcouru plusieurs quartiers populaires de Lyon, samedi matin 1^{er} mai.

Place Gabriel Péri, au son d'une musique révolutionnaire jouée par la fanfare de La Carmagnole, la manifestation se forme. Dès le départ, les

fenêtres, des familles applaudissent, sur les trottoirs des gens rejoignent la manifestation ou la soutiennent telle cette femme âgée : «il faut se battre, unir nos forces. Avec le gouvernement qu'on a, il n'y a pas d'autres solutions». Tout au long du parcours, des «Quotidien du Peuple» sont lus et des suppléments régionaux sont diffusés en grand nombre.

«Sonacotra : tous unis



slogans révolutionnaires sont largement repris. Dans les rues du quartier populaire du 3^e arrondissement, menacé par les «rénovations» de Pradel, les mots d'ordre «Giscard, Marchais, c'est le capitalisme, ce qu'il nous faut c'est le socialisme, c'est le pouvoir ouvrier-paysans !», «Une seule solution, la révolution !» retentissent. Aux

contre la répression», «Français-immigrés, tous unis contre la répression !». Ces mots d'ordre sont aussi beaucoup scandés. Des travailleurs immigrés, qui sont nombreux dans le quartier, rejoignent la manifestation et la suivent jusqu'aux Brotteaux, où l'on se sépare en se donnant rendez-vous à la fête populaire de l'après-midi.

Le premier numéro du supplément régional Rhône-Loire du Quotidien du Peuple est paru. A Lyon et dans sa région, vous le trouverez auprès des diffuseurs du Quotidien et à la Librairie Populaire, 226 rue Duguesclin - Lyon 3^e.

Adressez critiques et suggestions au bureau de presse régional : téléphone : 70 54 42

Besançon : LIP : LE DERNIER WEEK - END

Vendredi, les «Lip» ont reçu leur dernière paie. S'ils n'ont pas leur lettre de licenciement en poche, nul ne doute qu'elles ne soient prêtes à partir. Et si vendredi, le tribunal de commerce a de nouveau repoussé sa décision à lundi, chacun sent bien que ça ne change rien au problème. Depuis un mois, ces volte-face perpétuelles de la direction, puis l'attente de la déci-

sion du syndic, ont été ressentis lourdement par les «Lip». Ils se battent car ils savent que tous les travailleurs français comptent sur eux mais tout de même c'est dur, il faut recommencer à zéro et les travailleurs de 45-50 ans trouvent cela éprouvant physiquement et nerveusement. La semaine dernière s'est passée dans ce climat, la popularisation s'est poursuivie, les «Lip»

sont allés à Arc-et-Senans où se réunissait le patronat franc-comtois pour leur montrer qu'un plan est possible pour Lip et l'horlogerie française.

Samedi 8, dimanche 9 mai, opération «portes ouvertes» à Lip. Les «Lip» y invitent largement tous les travailleurs de la région, mais aussi les délégations d'usines. Lip sera ce week-end là le lieu de rassemblement de toutes les usines en lutte contre le chômage.

Pour le week-end du 1^{er} mai, les Lip ont rejoint le cortège de la CFDT vendredi soir... mais timidement. Beaucoup étaient absents et certains regrettaient la scission CGT-CFDT qui n'avait pas permis une manifestation commune de 1^{er} mai. La manifestation de vendredi regroupait tous les travailleurs en lutte (Lip, Rhodia, Zénith, Bourgeois...) et les étudiants : près de 1 000 personnes et des mots d'ordre clairs : «Non au chômage, non aux licenciements».

Un cortège autonome de femmes regroupant principalement des femmes de quartiers et de la banlieue parisienne était prévu. Nous n'étions intégrées nulle part dans la manifestation. Au moment du départ, nous avons été l'objet de provocations de la part du service d'ordre de la CGT, décidée à ne pas nous laisser partir. De nombreuses camarades ont été tirées par les cheveux et violemment frappées au ventre. A plusieurs reprises, nous avons tenté de forcer le service d'ordre pour avancer, soutenues par des camarades, face

Une lectrice.

LE 1^{er} MAI A LA CITADELLE

La Citadelle de Besançon, construite par Vauban, est maintenant bien connue des bisontins depuis que la municipalité y a aménagé le zoo et le musée de la Résistance. Le 1^{er} mai, l'entrée était gratuite et les stands de toutes les sections CFDT de Besançon étaient montés. Les «Lip» étaient là, bien sûr, mais aussi ceux de la Rhodia, les handicapés du CAT Prolabor des Tilleroyes... De nombreux stands, de nombreuses discussions aussi car les familles populaires étaient venues nombreuses avec leurs enfants. Cette initiative décidée rapidement a connu un large succès.

FÊTE DE REBELLES «REVUE DE PRESSE» (suite)

En effet, on s'était trompé. Aucun journal parisien n'a parlé de la fête de «Rebelle». Les 6 000 jeunes présents jugeront.

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 75 924 Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

TELEVISION

Dimanche soir sur TF 1 : «Érotissimo»

L'EROTISME : UN BON FILON

Avec «Érotissimo» Gérard Pirès s'est donné l'air d'attaquer par l'humour la grande vague de publicité érotique de ces dernières années. Sur un rythme haché (lassant à la longue), et sur le mode burlesque, défilent dans le film tous les stéréotypes du thème de la femme-objet-érotique. Maquillage sophistiqué, robes à la mode, flirts ostentatoires pour exciter la jalousie du mari, l'héroïne du film essaie tout pour plaire à son mari, PDG obsédé par les tracasseries d'un agent du fisc qui épluche sa comptabilité. Tentatives qui échouent ; d'ailleurs, elle-même se sent mal dans cette

nouvelle peau que lui fabriquent les instituts de beauté. Finalement tout s'arrange, elle retrouve l'amour de son mari.

Le film de Pirès aborde un problème bien réel. Par l'intermédiaire des revues, de la télé et du cinéma, la bourgeoisie cherche à imposer le modèle de la femme-objet-pour-l'homme. Cette propagande est déversée en direction de l'ensemble de la société mais il est clair que la bourgeoisie vise principalement à obtenir l'adhésion des femmes du peuple pour les détourner de la voie des



luttres où elles prennent une place de plus en plus grande. Dans ces conditions, choisir comme le fait le film, de présenter une femme de PDG, revient à escamoter le fond du problème. Cette femme, débarrassée de tout souci matériel (elle n'a pas d'enfants, la bonne s'occupe de la maison), finit par récuser le modèle de la femme érotique mais n'en reste pas moins une femme-objet dont la fonction est de plaire à son mari, de lui fournir le «repos du PDG». Bien qu'il soit vaguement question d'amour à la fin du film, les personnages ne manifestent aucun sentiment profond, et compte tenu de leur idéologie, cela n'a rien d'étonnant.

De toute façon, le sujet (à la mode) n'est visiblement pour Pirès qu'un bon filon commercial ; la publicité érotique sort sans dommages de cette pseudo-satire, dans la mesure où elle-même sait souvent prendre une distance ironique par rapport à son projet, sans que cela change son contenu réactionnaire. En un mot, les lecteurs de «Lui» ou autre «Play-boy» peuvent trouver leur pâture dans ce film. Le souci de plaire à tout prix se retrouve dans le choix d'une galerie de vedettes cinéma et télé qui font leur numéro habituel sur un canevas d'une médiocrité telle que le film pourrait s'appeler avantagusement «Zérotissimo».

C.A.

LA PLACE DE L'ALBANIE DANS LE MONDE

— Les problèmes géo-politiques dans les Balkans et en Méditerranée orientale : par le professeur Y. Lacoste.

— L'amitié et les relations de bon voisinage entre les peuples des pays des Balkans : par le professeur G. Castellan.

— Les principes qui guident la politique étrangère de la République Populaire d'Albanie : par J.P. Huet, chargé de cours.

■ Projections de films Albanais, montage audio-visuel, expositions-photos sur la lutte antifasciste de libération nationale, sur l'Armée populaire d'Albanie...

Meeting-Débat : Mercredi 5 mai
à l'Université de Vincennes

organisé par les A.F.A. de la Faculté de Vincennes.

A partir de 14 h 30, Amphi 4
Université de Paris VIII
Route de la Tourelle, 75012.

MARDI 4 MAI

TF 1

18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La merveilleuse histoire des jeux olympiques
Les jeux de l'affrontement
21 h 25 - Tziganes sans frontières
22 h 40 - De vive voix - Quel sera l'homme de l'an 2000 ?
23 h 45 - Journal

A 2

18 h 30 - Journal
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 20 - D'accord, pas d'accord
20 h 30 - Les dossiers de l'écran
Le dossier noir
Evolution ou révolution dans la justice ?
23 h 15 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Westerns, aventures - Les implacables (1955)
22 h 25 - Journal

• Le film d'André Cayatte «Le dossier noir» (1955) sert de point de départ à un débat intitulé : «Evolution ou révolution dans la justice». Depuis plusieurs mois de nombreuses contradictions se sont révélées, illustrées par l'affaire Charette par exemple, ou encore les nombreux désaisissements de dossiers dont a été victime le juge Pascal. Débat à suivre, donc, développement des luttes

**POUR SOUTENIR LE
QUOTIDIEN DU PEUPLE
ACHETEZ-LE TOUS LES JOURS
AU MEME KIOSQUE**

Feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Un des soldats qui occupent Hon Dat vient de discuter avec Madame Ba Ou l'aubergiste, qui est originaire du même village que lui. Avec habileté, elle lui a fait comprendre son erreur de s'être enrôlé et de lutter contre les partisans.

18^e ÉPISODE

L'HISTOIRE DU CAPORAL CO

En se dirigeant vers son cantonnement, le caporal Co ressentait une certaine joie à penser à la grosse femme au cœur d'or qui connaissait si bien son pays. Ciel, pourquoi lui avait-elle rappelé la saison de poissons, les champs de riz mûr ? Il en était encore tout bouleversé. Il se souvenait de ces jours où il louait ses services pour conduire un traineau à buffles et aider à rentrer la moisson. Ça filait à toute allure dans les champs dénudés. Ici et là, dans les fermes, on allumait le feu pour le repas du soir. La bonne odeur du riz de la saison se mêlait à celle du poisson grillé. Les gosses qui glanaient ou pêchaient par là, couraient derrière son traineau, demandant à se faire transporter. Quel joyeux tableau ! A cette époque de l'année, la pêche dans les étangs suit la moisson. Comme il avait la nostalgie de ces heures de travail au crépuscule ! Après un copieux repas, on allumait un feu de brousse et disposait les gerbes en rond. Lui, armé d'une fourche, secouait les gerbes et le rouleau traîné par les buffles passait dessus pour dépiquer le riz. Des groupes de femmes et de jeunes filles qui vannaient le riz à côté, fusaient des éclats de rires. Puis la lune se montrait. Il travaillait sans arrêt tout en bavardant avec les filles. Parfois, il s'enhardissait à les taquiner. Il était beau gars dans le temps. Le teint tout aussi basané qu'aujourd'hui, certes, mais il se présentait mieux, travaillait bien. La moisson terminée, il avait l'habitude de mettre un joli pyjama blanc et



de se promener du côté du pont métallique, les cheveux bien peignés et un bout de canne à sucre en main.

Il avait connu cette vie gaie et somme toute pas trop dure. Pendant la première résistance, il s'était joint aux guérilleros pour combattre les Français. La paix revenue, il s'était marié. Puis la passion du jeu l'avait éloigné des rizières. Il avait fini par abandonner sa femme et ses enfants, par quitter ses filets et ses nasses pour s'engager dans la milice rurale fantoche. Il n'avait eu ensuite qu'un pas à faire pour entrer dans la garde civile. On l'avait d'abord gardé dans sa province, Long

Xuyen, puis on l'avait déplacé à Rach Gia. Malgré son ancienneté, il n'était que caporal parce qu'il n'osait pas tuer les gens comme tant d'autres. Fort heureusement. Son origine paysanne l'avait empêché de faire du zèle. Au cours de nombreux ratissages, ses camarades foulaient sans regret les semis, mais lui les avait toujours évités, préférant faire un détour, car lui-même avait semé. Jamais non plus il n'avait osé prendre un buffle pour cible.

Il était l'un de ceux qui ne tenaient guère à se battre dans cette expédition contre Hon Dat. Il n'avait qu'une pensée au départ : rentrer au plus vite. Quand il voyait qu'en une seule matinée, le nombre des tués et blessés avait atteint plus d'une trentaine, il perdait courage. Les guérilleros, il les connaissait. S'il avait lui-même à défendre ses terres, il saurait comme eux aiguiser si bien ses pails qu'ils embrocheraient vivants tous ceux qui passeraient dessus.

La distance qui séparait le caporal Co de ceux que l'ennemi appelait les Viet Cong et contre qui il l'obligeait à se battre était moins grande qu'on aurait pu se l'imaginer. Aussi il ne pouvait se résoudre à tirer sur eux. Son doigt se faisait hésitant sur la détente.

Il s'était aperçu que ces guérilleros lui ressemblaient à s'y méprendre. Car c'était des paysans pour la plupart. Ils savaient comme lui travailler la terre et pêcher le poisson.

Il s'inquiétait mortellement en entendant parler d'une opération prolongée. De chez Mme Ba Ou jusqu'à son cantonnement, il n'eut de pensée que pour son village natal. Et cette remarque anodine de la gargotière : «C'est pas loin d'ici, votre village» venait de faire germer en lui une idée audacieuse.

(à suivre)

INTERVIEW D'ABOU GEORGES

RESPONSABLE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DE L'UNION DES TRAVAILLEURS PALESTINIENS (section Liban)

Q. : Quand a été fondée l'Union des Travailleurs ? De qui est-elle formée ? Représente-t-elle les travailleurs palestiniens dans tous les pays arabes ?

R. : L'union a été créée en 1925 à Haïfa en Palestine sous le nom de l'« Association des ouvriers arabes de Palestine », à l'initiative des chemins de Haïfa. Ce nom a été choisi parce que les autorités britanniques interdisaient la création de syndicats. La création de l'association est une riposte à celle de l'Histadrout*. L'Association a engagé plusieurs luttes en Palestine et a participé à toutes les insurrections palestiniennes. Elle a poursuivi son activité jusqu'en 1948, date qui a vu l'expulsion du peuple palestinien et par suite, l'expulsion des syndicalistes.

Ces syndicalistes se sont réorganisés à Gaza, où s'est tenu le premier congrès de l'Union en 1965. A ce congrès, l'Union est devenue l'Union Générale des Travailleurs Palestiniens.

L'Union regroupe tous les travailleurs sans tenir compte de leur appartenance à une quelconque organisation palestinienne. Par exemple, le comité directeur de la section du Liban est composé de militants de l'ensemble des groupes de la Résistance Palestinienne présents au Liban. Nous considérons que l'Union est la seule arme pour réaliser l'unité nationale palestinienne parce que la véritable unité nationale doit jaillir de la base.

comme étranger par la constitution : il ne peut travailler sans permis de travail délivré par le ministre du Travail et des Affaires Sociales. L'obtention de cette carte nécessite l'accord du patron et du ministre en même temps. Il doit également fournir des « pots de vin » aux employés du ministère et attendre longtemps. De plus, il lui faut payer des taxes énormes pour avoir sa carte annuelle. Un exemple de problèmes que nous rencontrons souvent : un ouvrier travaille dans une société, après avoir obtenu sa carte de travail ; trois mois après, il a un différend avec son patron et quitte son travail. S'il veut faire le même travail dans une autre société, il lui faut une autre carte de travail.

Il y a aussi le problème de la centralisation : l'ouvrier de Tripoli ou du Sud ne peut obtenir sa carte qu'à Beyrouth. Cela demande de nombreuses démarches qui ont pour résultat la perte de son travail, et la non-obtention de sa carte car le patron ne peut attendre plus longtemps.

L'ouvrier palestinien est inscrit à la sécurité sociale et paie ses cotisations comme l'ouvrier libanais. C'est le patron qui prélève ses cotisations sur son salaire mais l'ouvrier palestinien ne profite en aucune façon de cette sécurité.

Le droit libanais en matière de travail est basé sur le principe de réciprocité, c'est-



par tous les moyens pour l'égalité entre l'ouvrier palestinien et l'ouvrier libanais. Nous demandons à l'OLP qu'elle joue son rôle dans la lutte car nous considérons que ce problème n'est pas seulement un problème syndical mais aussi politique. Jusqu'à présent, nous avons pu réduire le temps nécessaire pour obtenir la carte de travail. Il fut un temps où l'ouvrier palestinien a travaillé sans carte, le ministre du travail étant alors progressiste. Avec le changement du ministre, cette mesure a été annulée. Dans toutes les réunions des ministres arabes du travail, et de l'organisation arabe du travail, des décisions ont été prises sur

luttés et a organisé plusieurs grèves, plusieurs années de suite et chaque année, l'Union a pu obtenir des augmentations de salaires.

En même temps, les ouvriers libanais bénéficiaient. En 1972, les ouvriers de l'usine Ghandour se sont mis en grève. Les ouvriers demandaient une augmentation de salaires et de meilleures conditions de travail. Les ouvriers palestiniens ont participé activement à ces luttes. Les patrons ont essayé de diviser les ouvriers entre Palestiniens et Libanais. Ils ont contacté l'Union des Travailleurs et nous ont dit qu'ils acceptaient les revendications des ouvriers palestiniens en échange de notre non-participation aux luttes. Les ouvriers palestiniens sont peu nombreux dans cette usine, mais ils sont organisés et actifs. Nous avons refusé, même les chèques en blanc qu'ils voulaient nous donner. Le résultat de cette position a été l'arrestation de 15 de nos ouvriers.

En Palestine occupée, les ouvriers sont organisés en syndicats liés à l'Union Générale des Travailleurs de Jordanie. Il s'agit d'un syndicat progressiste. Après septembre 70, les dirigeants syndicaux ont dû quitter la Jordanie et le pouvoir royal a supprimé l'Union, pour la remplacer par une autre qui lui est liée. Nous ne reconnaissons pas cette Union, mais celle qui est légale et qui a son siège à Damas. Elle est la seule à avoir des liens avec les ouvriers et représente leurs intérêts. Cela, avant l'occupation de la Cisjordanie par les sionistes, du fait que la Cisjordanie a été rattachée à la Jordanie. Mais depuis, il y a une sorte d'organisation syndicale palestinienne, propre aux travailleurs palestiniens. Notre Union entretient des liens étroits avec ces organisations. Le soulèvement populaire actuel en Palestine n'est pas spontané, mais il est le fruit d'une organisation syndicale importante. Les luttes que les travailleurs palestiniens ont mené pendant la guerre d'octobre sont aussi le fruit de cette organisation.

Q. : Quels sont les liens que l'Union entretient avec les autres Unions arabes et y-a-t-il une unité dans la lutte dans chacun de ces pays ?

R. : L'Union des Travailleurs de Palestine est membre de l'Union Nationale des Travailleurs arabes. Toutes les luttes que mène la classe ouvrière sont justes. Il n'y a aucune divergence entre la position des ouvriers palestiniens et celle des ouvriers des autres pays arabes. Nos relations sont bonnes avec les Unions progressistes de chaque pays arabe. Au Liban, un comité commun est formé de notre Union et des Unions progressistes libanaises ; il se réunit régulièrement pour étudier les mesures à prendre, envisager des réunions, rassemblements entre ouvriers libanais et palestiniens.

Notre Union permet aux ouvriers palestiniens de se syndiquer dans un syndicat libanais, mais la loi libanaise leur interdit d'être élus dans les syndicats. Ils en sont simplement membres. Dans notre Union, il n'y a pas de différence : l'ouvrier libanais a les mêmes droits que l'ouvrier palestinien, mais devant la loi libanaise, nous ne pouvons pas défendre cet ouvrier. Il y a certains problèmes que nous ne pouvons pas résoudre, c'est pour cette raison que nous demandons aux Unions libanaises de se charger de ces questions.

Les ouvriers palestiniens à l'étranger luttent aux côtés des autres ouvriers, comme en Europe, par exemple.

Q. : Quels sont les problèmes qui se sont posés aux travailleurs palestiniens pendant les événements du Liban ?

R. : Le complot qu'exécutent les forces isolationnistes fait partie du complot impérialiste. La classe ouvrière est la première touchée par ce complot. Nous ne faisons pas de différence entre palestiniens et libanais car nous croyons dans l'unité de la classe ouvrière arabe. Mais comme nous représentons les ouvriers palestiniens, nous parlerons seulement en leur nom.

A Beyrouth, près de 30 000 ouvriers palestiniens ne travaillent plus depuis dix mois. Beaucoup ont été licenciés parce qu'ils sont Palestiniens. Il y a d'autre part, les expulsions que provoquent les forces isolationnistes.

C'est un problème qui nous donne beaucoup de responsabilités. Le problème auquel nous avons à faire face maintenant est le résultat de la destruction des entreprises industrielles qui ont fermé leurs portes, peut-être pour toujours. Nous avons alors des ouvriers palestiniens au chômage. Cela va entraîner leur départ à l'étranger pour trouver du travail, c'est-à-dire que les camps palestiniens vont se vider des jeunes qui portent les armes et qui représentent la principale défense de la Révolution palestinienne.

Face à cela, notre Union a pris les mesures pour la construction de coopératives dans les camps, qu'elles soient des coopératives de production ou de consommation. Nous allons bientôt passer à ces projets pour qu'en cas de renouvellement des crises, nous puissions faire travailler une partie des ouvriers dans les camps. Pendant ces événements, nous avons contacté la direction de la Révolution Palestinienne pour permettre à une partie au moins des ouvriers de travailler dans les domaines militaires, comme le CLAP (Commandement de Lutte Armée Palestinienne), par exemple.

L'ouvrier se sent en train de travailler, et pendant la guerre tous les ouvriers sont des combattants. Pour ce problème, nous avons besoin de soutien. Il est plus grave que ce que l'Union peut supporter. Nous avons eu des réunions avec les syndicats libanais pour que les ouvriers soient indemnisés. Nous avons contacté des organisations internationales pour qu'elles nous aident, nous et les ouvriers libanais.

Q. : Quel rôle peut jouer l'Union des Travailleurs Palestiniens dans l'unité nationale palestinienne ?

R. : Notre Union est une base essentielle de la Révolution Palestinienne : elle est représentée au Conseil National Palestinien dans l'OLP. Un membre du Comité Exécutif est responsable des Unions populaires palestiniennes. Nos relations avec les autres Unions sont primordiales. Nous avons tous le même objectif, la libération de toute la Palestine. Comme nous sommes à une étape de libération nationale, nous avons besoin de toutes les couches du peuple palestinien qui ont pour but la libération.

Histadrout : Centrale syndicale sioniste. C'est un syndicat vertical de type fasciste, placé sous l'autorité directe du gouvernement israélien.



Depuis deux ans, nous avons commencé à former des comités ouvriers, embryons des syndicats palestiniens, que l'Union regroupera.

Quant aux paysans, ils ont leur propre union, qui s'intitule « Union des Paysans Palestiniens ». L'Union des Travailleurs, elle, regroupe les ouvriers agricoles, les artisans, les ouvriers des bâtiments, les marins-pêcheurs, et tous les ouvriers liés aux activités maritimes et portuaires.

Q. : Quels sont les problèmes que rencontrent les ouvriers palestiniens dans les pays où ils se trouvent ?

R. : En ce qui concerne la situation au Liban, l'ouvrier palestinien est considéré

à dire que l'ouvrier palestinien est traité comme doit être l'ouvrier libanais en Palestine. Ce principe ne peut être appliqué aux Palestiniens étant donné que la Palestine était sous mandat britannique avant 48 et qu'aucun pouvoir palestinien national n'a existé depuis, qui aurait pu prendre des décisions sur la condition des ouvriers du Liban.

Le travailleur palestinien n'a pas le droit de travailler dans les secteurs publics libanais, ni dans les banques, ni comme chauffeur de taxi. Il a le droit de posséder un taxi, mais le chauffeur doit être libanais.

Ces conditions difficiles nous confèrent des tâches importantes et nous luttons

l'égalité des travailleurs palestiniens avec les autres travailleurs arabes. Nous regrettons que le Liban n'ait jamais appliqué cette décision bien qu'il l'ait signée.

Q. : Quelles sont les principales luttes que les ouvriers palestiniens ont mené au Liban ?

R. : Une des principales luttes que mène l'Union porte sur l'augmentation des salaires. La grande majorité des ouvriers palestiniens au Liban sont des ouvriers agricoles, présents surtout au sud, au nord et dans la Bekaa. Pour ces ouvriers agricoles, même libanais, il n'y a pas de loi d'organisation du travail agricole. Leurs salaires sont très bas. L'Union a engagé des